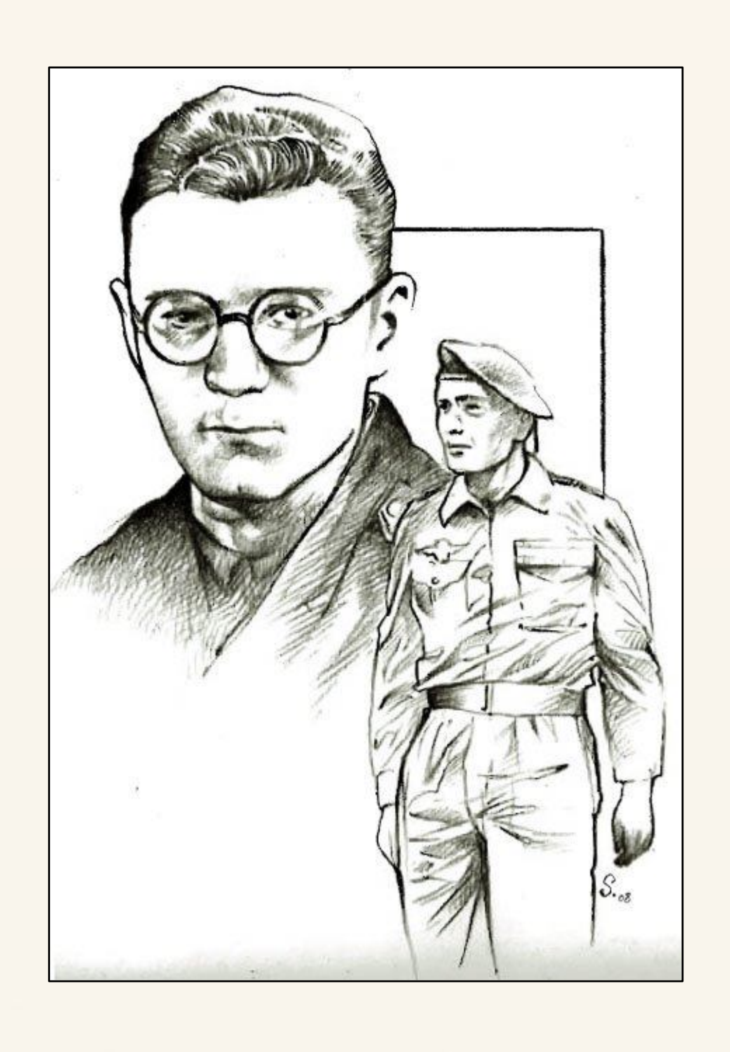


DE GALULA A PETRAEUS

L'HERITAGE FRANÇAIS DANS LA PENSEE AMERICAINE DE LA CONTRE-INSURRECTION







DE GALULA A PETRAEUS

L'HERITAGE FRANÇAIS DANS LA DOCTRINE AMERICAINE DE CONTRE-INSURRECTION

Couverture : portrait stylisé de David Galula (en haut à gauche) et Roger Trinquier (en bas à droite).
Tiré de : http://stalner-galerie.blogspot.com

Cette étude a été réalisée sous la direction du bureau recherche par le LTN (R) Bertrand VALEYRE et Alexandre GUERIN, chargé d'études au CDEF.

CDEF / DREX / B.RCH - BP 53 - 00445 ARMÉES
PNIA : 821 753 52 08 - Tél. : 01 44 42 52 08- Fax : 01 44 42 44 29 - www.cdef.terre.defense.gouv.fr
courriel : jerome.cario@cdef.deterre.defense.gouv.fr

SOMMAIRE

SOMMAIRE

INTRODUCTION

Le général David Howell Petraeus est à ce jour le plus haut gradé et penseur militaire nord-américain qui se soit appliqué à reconsidérer les fondements doctrinaux de la guerre antisubversive pour les réhabiliter et en tirer une doctrine. On parle ainsi de « doctrine Petraeus ». Les anglo-saxons préfèrent cependant le terme « contre-insurrection » (« COunter-INsurgency », abrégée par les Américains en « COIN »).

Confrontés à l'enlisement de leurs troupes en Afghanistan et en Irak, faute d'options appropriées pour juguler des insurrections que les terroristes internationalistes d'Al Qaïda entendent par ailleurs jumeler au *jihad* global, les stratèges américains ont redécouvert grâce au général Petraeus les théories de la guerre révolutionnaire et de la lutte antisubversive. Cette dernière, élaborée par les puissances coloniales en butte aux insurrections communistes et nationalistes, n'était plus enseignée dans les académies militaires occidentales. La contre-insurrection était devenue un concept périmé ou en tout cas très périphérique à l'action militaire *stricto sensu*.

L'occultation dont la doctrine contre-insurrectionnelle a été l'objet dans les cercles dirigeants américains au cours des décennies passées s'explique par le traumatisme de la « sale guerre » du Viêt-Nam. Malgré l'ampleur des moyens politiques et militaires engagés, l'armée américaine n'a pas connu davantage de succès que les Français à la fin de leurs opérations de « maintien de l'ordre » en 1954 en Indochine et en 1962 en Algérie. Pis, la guerre antisubversive a été assimilée, par un large public, à un recours systématique à la politique de la terre brûlée[1], au mensonge institutionnalisé et à la torture. Sur ces théâtres, les forces conventionnelles ont enregistré des succès tactiques qui n'ont cependant pas pu être exploités et n'ont pas débouché sur les victoires politiques attendues. De plus, la récupération de certains enseignements de base de la COIN par les dictatures latino-américaines dans les années 1970 et 1980 à des fins de répression interne, en a accéléré le discrédit.

C'est cette version « dure » de la COIN, essentiellement coercitive, que professaient au début des années 2000 d'une manière plus ou moins assumée certains intellectuels à l'époque bien introduits à Washington. Assimilant le salafisme jihadiste d'Al Qaïda à un mal absolu complice de régimes ennemis, l'Amérique en guerre contre la terreur a choisi de frapper fort. Dès le début des opérations « Liberté immuable » en 2001 et « Liberté pour l'Irak » en 2003, l'administration Bush s'est appliquée à punir les terroristes et à réprimer les insurrections naissantes par des bombardements, des opérations spéciales et par le recours aux procédés les plus brutaux de COIN. La découverte des centres de détention de Guantanamo (enclave nord-américaine à Cuba) et de Bagram (base aérienne au nord de Kaboul), la révélation des abus commis par des gardiens américains dans le pénitencier irakien d'Abou Ghraib ont profondément ébranlé les opinions publiques occidentales et accru le sentiment anti-occidental dans le monde arabe.

Depuis 2006, l'expression « guerre globale contre la terreur », assimilée à l'action de l'administration Bush après les attentats du 11 septembre 2001, apparaît de moins en moins pertinente aux experts familiers des nombreux autres aspects de **la COIN. Cette dernière ne se résume pas à la mise en place de techniques coercitives ou d'un régime d'exception à caractère permanent.** Les avocats

[1]La « terre brûlée » désigne ici les opérations visant à rendre les zones lacunaires invivables pour les insurgés, notamment en détruisant ou en déplaçant les vivres et les populations. Cela revient à détruire ou confisquer les récoltes et à rassembler les populations rurales dans des camps fortifiés pour les surveiller et les protéger.

d'une stratégie plus inclusive du « terrain humain »[2] préfèrent à la notion réductrice de « guerre contre la terreur » celle de « guerre longue » ou de « contre-insurrection globale » face au jihadisme[3].

La notoriété dont jouit aux États-Unis le spécialiste français David Galula et l'audience de son continuateur australien David Kilcullen témoignent **d'un réel regain d'intérêt pour une variante de la contre-insurrection qui intègre davantage les facteurs culturels, politiques, économiques et sociaux.** Le général américain David Petraeus est devenu un fervent partisan de l'adaptation de cette pensée aux théâtres irakien et afghan.

Les conceptions nourries de références communes qu'ont développées ces trois « David » opposés au « Goliath » de la bureaucratie et des conformismes permettent de cerner les spécificités des conflits asymétriques par rapport aux guerres conventionnelles. Dans ceux-là, la victoire s'obtient par un savant dosage de répression et de séduction, et non uniquement par une coercition de forces.

Tardivement admise et avant même d'être transposée en Irak puis en Afghanistan, la thèse que véhiculait la théorie devenue classique de David Galula est elle-même héritée des maréchaux Gallieni (1849-1916) et Lyautey (1854-1934). Elle doit être réévaluée à la lumière du double phénomène de mondialisation et de révolution de l'information.

Les débats qui ont agité les sociétés occidentales et leurs représentations nationales appelées à consentir ou non au déploiement de contingents militaires en Afghanistan ou en Irak montrent combien les aspects martiaux de la COIN éveillent toujours des craintes de dérive ou d'enlisement. L'aversion pour le sang jointe à une trop grande confiance en leur supériorité militaro-technologique dissuadent encore les Américains, et plus largement les Occidentaux, de rechercher l'engagement rapproché au sein des populations, contre des ennemis (insurgés, terroristes) fortement motivés et évoluant comme les « poissons dans l'eau » de la fable maoïste. Ces réticences sont autant de freins psychologiques à l'application de méthodes éprouvées de contre-insurrection.

Cette étude vise à identifier les concepts et les penseurs qui furent les théoriciens et les inspirateurs de la contre-insurrection, en l'occurrence les officiers français Trinquier et Galula, puis à mettre en évidence la filiation entre ces précurseurs et leurs héritiers intellectuels. Enfin, elle étudie également les principaux aspects de la nouvelle doctrine américaine de contre-insurrection issue de ces réflexions et les obstacles à sa mise en œuvre avec succès.

[2]Selon les propres mots du général David Petraeus, en introduction de sa conférence aux stagiaires de la 16ème promotion du Collège Interarmées de Défense, à Paris, le 25 septembre 2008.

[3]L'expression « global counter-insurgency » a été popularisée par le chercheur Bruce Hoffman, spécialiste des conflits irréguliers à la Georgetown University, ancien de la RAND Corporation, le *think tank* le plus impliqué, depuis les années 1960 dans ces questions de doctrine.

PREMIERE PARTIE
DES PENSEES FRANÇAISES DE LA CONTRE-INSURRECTION

Chapitre I – Roger Trinquier et David Galula, deux praticiens de la contre-insurrection

1.1 – La « Guerre Moderne » selon Roger Trinquier

La pensée de Trinquier s'inscrit dans le cadre de la guerre froide. **Pour lui, la subversion et le terrorisme sont des armes que l'URSS emploie afin de conquérir des territoires sans risquer la guerre totale. L'objectif est d'y établir des régimes à ses ordres en contrôlant non plus le territoire, mais la population**. Contre de telles armes, les armées traditionnelles et les lois ordinaires des démocraties sont impuissantes. Il faut donc les adapter. D'une part, les forces armées doivent apprendre à combattre les organisations terroristes au service de la subversion. D'autre part, les lois ordinaires doivent être suspendues et remplacées par la loi martiale[4]. Enfin, l'armée doit jouir de pouvoirs étendus pour lutter contre le terrorisme, car elle est responsable de la défense de la Nation contre cette nouvelle menace. De telles mesures ne doivent être qu'exceptionnelles et limitées dans la durée. Cependant, le temps nécessaire pour mettre fin à une insurrection donne dans les faits un caractère permanent à ces mesures. Enfin, la recommandation de déclarer l'état d'exception dès les premiers symptômes de l'insurrection repose sur une appréciation très subjective et laisse la porte ouverte à l'instauration d'une dictature[5].

L'instauration d'une législation d'exception vise à neutraliser l'action psychologique insurgée, et à identifier l'ennemi intérieur. Ce faisant, elle permet à la fois de frapper l'ennemi (par des interdictions et des arrestations) et d'avoir le champ libre pour la suite des opérations. Les opérations de quadrillage et de bouclage visent quant à elles à restaurer l'ordre et la paix civile. Une fois cette dernière revenue, ces dispositions exceptionnelles doivent être levées.

Les mesures énoncées dans la *Guerre Moderne* sont essentiellement coercitives. L'action sociale ne sert qu'à soulager les populations civiles éprouvées par les conflits. **Ceci tient à la conception de l'insurrection comme un phénomène essentiellement exogène**. Pour Trinquier, la subversion trouve sa cause fondamentale dans l'action d'un pays tiers. **Les facteurs internes** (tels que la stabilité des institutions et l'existence de tensions internes) **favorisent la subversion mais ne la provoquent pas. Il n'est pas fait mention dans la doctrine de la possibilité de procéder à des réformes d'ordre politique pour dissocier la population de l'insurrection**, dans la mesure où cette dernière ne lui apporte (pour l'essentiel) son soutien que contrainte et forcée. **Rétablir la sécurité suffit à restaurer la loyauté des populations à l'égard du gouvernement établi. L'aspect politique n'est pas abordé par Trinquier dans la *Guerre Moderne*[6].**

---

[4]Trinquier mentionne principalement des mesures de contrôle et d'interdiction. Celles-ci doivent s'appliquer aux médias et les partis politiques subventionnés par le pays ennemi (l'URSS), ou critiquant l'action des forces armées.

[5]Trinquier reconnaît lui-même les risques inhérents à cette méthode, et les besoins d'un contrôle (sans préciser sa forme), ainsi que la difficulté à distinguer la subversion de l'opposition politique, légitime en démocratie.

[6]S'il est relativement ignoré dans la doctrine, le facteur politique semble avoir été pris en compte pendant la guerre d'Algérie. La proposition faite aux Algériens en 1959 par le général De Gaulle de se prononcer pour la francisation, l'autonomie ou l'indépendance a contribué à fragmenter l'insurrection et a permis la mise en place d'une campagne d'intoxication qui a entraîné de sanglantes purges au sein du FLN.

- Une réflexion militaire : les trois phases d'une opération antisubversive

L'ouvrage de Roger Trinquier, *La Guerre Moderne*, porte la marque de son expérience en Algérie et, dans une moindre mesure, en Indochine. Ses références en termes de modèles insurrectionnels sont donc limitées.

Son expérience de terrain l'amène néanmoins à proposer une méthode pour venir à bout de l'appareil politico-militaire de l'insurrection qui contrôle les populations dans un secteur donné. Elle se décompose en trois phases distinctes visant à traiter successivement[7] les zones urbaines, les campagnes habitées, puis les sanctuaires de la guérilla. Le contexte de mise en œuvre de ce procédé s'inspire très largement de l'Algérie (divisions territoriales, caractéristiques physiques du terrain et structure de l'organisation adverse).

- Phase 1 : traitement des zones urbaines

Cette phase doit, idéalement, avoir lieu peu après le déclenchement des hostilités par les insurgés. À ce stade, désorganisée par le terrorisme, la force publique est repliée sur des points stratégiques (villes, croisements et axes à tenir coûte que coûte pour éviter l'asphyxie complète du pays). La première action doit donc avoir lieu dans ces zones. Les forces de l'ordre, renforcées par l'armée, procèdent au bouclage des villes. Pratiquement, cela revient à les rendre hermétiques (si besoin au moyen de fortifications), n'autorisant que quelques sorties, faciles à contrôler. La concentration de la population rend en effet possible son contrôle par des effectifs relativement réduits.



Mise en place du contrôle de la population. Les soldats recensent les habitants et numérotent les bâtiments. Source : www.djelfa.org

Une fois la ville coupée de l'extérieur, les forces de l'ordre procèdent à son découpage (en quartiers, îlots, groupes de maisons et foyers) pour recenser puis contrôler les résidents. Un responsable est nommé pour chaque sous-ensemble et des documents d'identification sont remis à l'ensemble des habitants. Parallèlement, le déplacement des personnes et l'accueil d'étrangers font l'objet de rapports. Enfin, on met en place un rationnement et un contrôle de la circulation des biens afin d'empêcher la guérilla de se ravitailler en ville. Ce contrôle des populations vise à les faire participer à leur propre défense, empêche la réapparition des insurgés dans les zones nettoyées, et libère des troupes pour les étapes suivantes de la lutte antisubversive.

Lors du bouclage de la ville, les forces de l'ordre procèdent également à un interrogatoire généralisé. Cela permet d'identifier les éléments subalternes de l'organisation subversive, pour enfin remonter jusqu'à la tête. La population connaît les éléments de base de l'organisation (principalement les collecteurs de fonds), mais ne les dénonce que lorsqu'elle est persuadée qu'il n'y aura pas de représailles. Les rafles et les interrogatoires massifs permettent ainsi d'assurer la sécurité des

[7] Trinquier prône une opération de la plus grande envergure possible, mais reste conscient que la disponibilité des effectifs détermine l'ampleur de la zone à traiter.

informateurs, car l'insurgé ne peut identifier qui l'a dénoncé. Ainsi, en remontant rapidement les filières, il est possible de démanteler l'appareil politique dont se sert l'insurrection pour contrôler les populations.

Une fois la ville sous contrôle, l'appareil ennemi détruit et l'organisation des populations fonctionnelle, il est possible de passer à l'étape suivante : la réduction de l'insurrection dans les campagnes habitées.

- Phase 2 : traitement des campagnes habitées :

Les zones urbaines permettent à l'insurrection de se ravitailler et de faire parler d'elle en perpétrant des attentats spectaculaires répercutés par les médias. Cependant, les campagnes habitées revêtent une importance capitale pour la guérilla. **C'est ici qu'elle manœuvre, que transite le ravitaillement à destination des sanctuaires et qu'elle recueille par le biais de la population des renseignements sur les mouvements de troupes**. La destruction de l'organisation insurgée dans cette zone est donc un sérieux coup porté à l'adversaire, mais elle demeure problématique en raison de l'éparpillement de la population.



Le ratissage des campagnes. Les soldats arrêtent ou regroupent la population des zones lacunaires. Source : www.djefla.org

Dans un premier temps, les forces de l'ordre appliquent aux villages les mêmes mesures que dans les villes (bouclage, contrôle de la population et des mouvements, interrogatoire général et démantèlement de l'organisation insurgée). Cependant, elles procèdent également au regroupement de la population dans des villages fortifiés avant de la protéger et de la contrôler. Enfin, les forces armées s'assurent que l'insurrection ne peut plus se ravitailler dans la campagne (en détruisant les bâtiments et en déplaçant les stocks de nourriture vers les villes, où ils seront protégés et contrôlés).

Une fois les campagnes vidées, les forces armées procèdent à l'anéantissement de l'organisation militaire de l'insurrection. **Les unités sont divisées entre une composante statique** (chargée du bouclage et du quadrillage) **et une autre mobile** (en réalité des unités statiques rapidement mobilisables et déployables sur demande). Le bouclage consiste en un maillage serré d'embuscades[8] et doit couvrir une zone étendue. Il en va de même pour le quadrillage. Tout d'abord concentrées, de manière à ne jamais se trouver en infériorité face à une bande, les troupes se dispersent peu à peu (à mesure que la guérilla s'affaiblit), tendant des embuscades de plus en plus nombreuses et impliquant chacune de moins en moins d'effectifs. L'opération prend fin une fois la présence insurgée entièrement éliminée dans les campagnes habitées.

[8]Pour maximiser les chances d'accrocher les bandes armées, les embuscades doivent de préférence être tendues pendant la nuit et au petit matin, quand les guérilleros tentent de rejoindre les sanctuaires ou de se ravitailler.

- Phase 3 : l'anéantissement de la guérilla dans ses sanctuaires

La 3ème phase vise la destruction des bases arrière de la guérilla pour mettre définitivement un terme à l'insurrection. En raison de la force de l'adversaire dans ces zones, il faut disposer de troupes d'élite en nombre suffisant. Le mode opératoire diffère peu de celui employé lors de la phase 2. Cependant, le sanctuaire étant généralement situé dans une zone difficile d'accès pour les forces régulières[9], l'emploi des hélicoptères et de l'aviation est indispensable[10].



Des fantassins menant une opération héliportée.
Source : www.djefla.org

Ces trois phases peuvent être simultanées si les effectifs le permettent, mais il est plus probable qu'elles soient successives. En effet, maintenir un « dispositif de protection en surface[11] » exige sur le terrain des effectifs conséquents, avant que la population ne soit organisée et apte à assurer sa protection par elle-même avec un minimum de concours extérieur. Cependant, chaque région pacifiée permet de dégager des troupes pour l'opération suivante. La situation doit donc théoriquement s'améliorer avec le temps.

1.2 –« Contre-insurrection, théorie et pratique », par David Galula

L'ouvrage de Galula diffère de celui de Trinquier. ***Counterinsurgency : theory and practice*** **s'attache à mener une réflexion sur la nature, les forces et les faiblesses de l'insurgé et de son opposant dans plusieurs cas de figure**. Galula identifie ainsi les pré-requis du succès d'une insurrection de la façon suivante :

La cause de l'insurgé : ce dernier doit puiser ses revendications dans des problèmes (perçus ou réels) du pays. De plus, ces revendications doivent lui permettre de rallier le maximum de mécontents. La cause peut donc évoluer et son importance décroître à mesure que la lutte s'intensifie.

Un régime politique faible : ces faiblesses offrent des facilités à l'insurrection. Les problèmes internes qui favorisent la dissension et l'érosion du consensus national, la résolution plus ou moins forte du pouvoir à mater l'insurrection (influencée par la stabilité des institutions) et son manque de savoir-faire en matière de lutte antisubversive sont autant de facteurs qui affaiblissent le pouvoir. Le degré de contrôle de la population et le fonctionnement de l'appareil administratif (effectifs, efficacité et loyauté de la police, des forces armées et des administrations civiles) affectent aussi les chances du régime de sortir victorieux d'une guerre subversive.

---

[9] Pour Trinquier, les zones-refuge de la guérilla doivent obliger les forces régulières à ne pas utiliser leurs matériels lourds et à combattre à pieds, réduisant considérablement sa supériorité sur les guérilleros.

[10] Pour plus d'informations : Alexandre KINNEN, *ALAT et stabilisation, le cas de l'Algérie*, Cahier de la recherche doctrinale, www.cdef.terre.defense.gouv.fr, 2007.

[11] Tenir les points stratégiques et les grands centres de population pour éviter que la guérilla ne s'y implante trop profondément.

Une situation de crise : en affaiblissant le pouvoir, une crise, quelle que soit sa nature (endogène ou exogène, accidentelle ou délibérément provoquée), peut donner le signal du début d'une insurrection violente, dans la mesure où elle ouvre une fenêtre d'opportunité potentiellement unique à la rébellion.

Le soutien extérieur : l'existence d'une frontière plus ou moins longue et d'un soutien extérieur à la rébellion affectent les chances de succès de cette dernière. Il peut être moral, politique, mais également matériel, technique, voire militaire (intervention directe).

Les caractéristiques géographiques et économiques : la géographie physique (relief, climat) et humaine (distribution de la population), ainsi que la structure économique (agraire ou industrielle) influencent l'issue de la guerre subversive.

Galula analyse ensuite les deux stratégies mises en œuvre par un insurgé pour s'emparer du pouvoir :

Le schéma orthodoxe s'inspire largement de l'exemple chinois. Après avoir fondé un parti regroupant les soutiens fiables de l'insurrection, cette dernière doit faire du parti le leader d'un front uni derrière une cause mobilisatrice, sans qu'il ne fusionne avec une autre force. Après un long travail de noyautage et d'endoctrinement des masses, l'insurgé se lance dans la guérilla, à laquelle succède une guerre de mouvement, puis une campagne d'anéantissement, qui clôt la montée en puissance de l'insurrection et scelle sa victoire par la prise du pouvoir. **Parce qu'il commence par une phase légaliste, ce type d'insurrection n'est possible que dans un pays où l'opposition politique est tolérée.**

Le schéma « bourgeois-nationaliste » est plus proche de l'exemple algérien où la phase de noyautage et d'endoctrinement est remplacée par une phase de terrorisme (d'abord aveugle puis dirigé plus précisément contre les représentants de l'État). Une fois la population coupée de l'administration, elle est prête à être prise en main par l'insurgé qui peut par la suite organiser la guérilla et rejoindre le schéma orthodoxe.

Galula préconise de débarrasser le pays des rebelles zone par zone[12], en procédant par étapes comme suit :

1ère étape :
L'anéantissement ou la dispersion du gros des forces insurrectionnelles s'obtiennent dans un premier temps par des opérations impliquant une importante concentration de forces dans la zone à traiter. Après le choc liminaire, il s'agit d'éviter le regroupement des insurgés tout en les forçant à combattre. Dans cette phase militaire, les dommages causés à la population autochtone sont nombreux. Aussi faut-il indemniser aussitôt les victimes de dégâts collatéraux, de manière à ne pas se mettre à dos tous les habitants de la zone considérée. Les forces armées doivent s'assurer, sinon de l'appui, au moins de la neutralité de la population civile.

[12] La doctrine colombienne de contre-rébellion, ou « action intégrale », est une bonne illustration de l'adaptation de la pensée de Galula à la situation contemporaine. Pour plus de détails, Lcl. CARIO, *L'Action intégrale ou la récupération sociale du territoire en Colombie*, Cahier de la recherche doctrinale, www.cdef.terre.defense.gouv.fr, 2008.

2ème étape :
Le déploiement d'unités statiques en nombre suffisant pour sécuriser le terrain reconquis vise à éviter le retour en force des insurgés que des unités mobiles continuent de traquer. Il faut forcer la population à choisir son camp, l'impliquer dans le retour à l'ordre par des travaux d'intérêt général (les infrastructures réhabilitées pouvant aussi bénéficier à de futures opérations militaires) ou des actions civiques. Procéder à des regroupements de populations pour faire coïncider la zone d'action politico-administrative et la zone d'opération militaire se révèle parfois contre-productif. La sélection des officiers ou sous-officiers qui seront appelés à traiter avec les habitants s'avère cruciale dans cette phase.

3ème étape :
L'établissement de contacts avec la population, dont on s'assurera le contrôle des mouvements avant d'en rechercher le concours actif, implique l'affermissement de l'autorité et la réunion de suffisamment de renseignements pour s'assurer de la loyauté des uns et des autres. La population doit être isolée de la guérilla. Pour se justifier du devoir de travailler avec les contre-insurgés, les civils sont soumis à des recensements obligatoires, à des couvre-feux et à des réquisitions (sous peine d'amendes), autant d'alibis qui seront opposables aux sollicitations des insurgés. La population doit se sentir protégée par la multiplication des patrouilles. À ce stade, la communication opérationnelle fonctionne à plein régime pour gagner les cœurs et les esprits.

4ème étape
L'éradication de l'organisation politique clandestine des insurgés a lieu lors de la phase suivante.
Grâce aux renseignements recueillis, la purge doit être rapide et précise pour ne pas générer de sympathie envers les militants arrêtés lors des opérations de police. L'indulgence est recommandée envers les repentis afin de susciter d'autres défections et de soulager l'appareil judiciaire et carcéral, qui autrement risque l'engorgement

5ème étape :
Des élections libres vont permettre de désigner **des autorités locales provisoires**. C'est la partie la plus constructive des opérations de contre-insurrection : la participation active de la population autochtone tant au combat contre les insurgés encore actifs, qu'à la mise en place des institutions susceptibles de combler ses besoins, est escomptée. Il faut laisser des leaders (jeunes de préférence) émerger. À cette occasion, les femmes sont appelées à s'émanciper. La guérilla ne peut plus prétendre avoir prise sur le sort des populations qui s'administrent désormais librement.

6ème étape :
Tester les capacités des leaders locaux s'effectue en leur confiant des tâches concrètes et valorisantes telles que la gestion d'une circonscription ou d'un projet socio-économique, la mise sur pied d'une unité d'autodéfense, ou le recueil de renseignements. Les tièdes et les incompétents doivent être écartés. Il faut protéger les leaders confirmés des représailles toujours possibles des insurgés sans pour autant verser dans le paternalisme, apporter à ces dirigeants en herbe le soutien logistique et financier indispensable à l'exécution de leur mission locale.

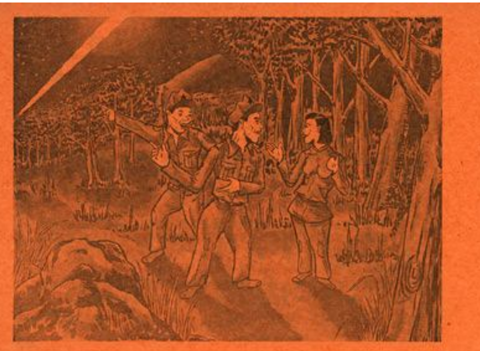
7ème étape :**Il faut réunir dans un même parti à l'échelle régionale ou nationale** les leaders retenus. Il s'agit soit de les faire adhérer à un mouvement déjà existant, soit de créer un nouveau mouvement au sein duquel ils complèteront leur formation politique. L'insatisfaction des attentes du peuple, voire

la cause impérieuse sur laquelle l'insurrection avait tablé pour soulever le pays, n'ont plus de raison d'être si des représentants débattent ensemble et adoptent les mesures que la situation exige.

8ème étape :

Le ralliement ou la réduction définitive des éléments restant de la guérilla sont obtenus dans la phase finale militaire qui achève la contre-insurrection. Le noyau dur des insurgés doit être mis hors d'état de nuire avec l'appui résolu de la population par l'anéantissement ou la négociation (la « paix des braves »). Omettre cette étape présente le risque de voir l'insurrection renaître à brève échéance, d'autant plus que les éléments subsistants sont alors très endurcis par les épreuves traversées.





À gauche, tract français incitant la population civile algérienne à dénoncer les membres du FLN. À droite, tract britannique distribué en Malaisie, incitant les insurgés à rejoindre les bases militaires en profitant de la nuit en suivant les signaux limuneux émis par elles.
Source : fond privé

Chapitre II – De Trinquier à Galula, entre apports réciproques et contradictions

2.1 – Des divergences de fond significatives

La principale différence entre les deux auteurs tient à l'analyse que chacun fait des origines de l'insurrection et des moyens à mettre en œuvre pour venir à bout des insurgés.

2.1.1 Les origines de l'insurrection :

- Pour Roger Trinquier, **l'origine de la subversion est essentiellement exogène.** Les facteurs endogènes (la faiblesse des institutions, les disparités socio-économiques, et les tensions ethniques) facilitent simplement la tâche des insurgés**.** Ne pouvant sans risque se lancer dans une guerre conventionnelle contre les pays du bloc occidental, l'URSS et ses satellites utilisent la guerre subversive pour s'emparer de pays entiers en y implantant des gouvernements à son service. **La subversion est donc susceptible de survenir n'importe où, plus particulièrement dans les pays démocratiques n'ayant pas mis en place de mécanismes appropriés de prévention.** Pour faire basculer un pays dans le camp soviétique en contrôlant sa population, les insurgés ont recours à la terreur.
- Pour David Galula, **les facteurs endogènes sont prédominants et déterminent l'émergence de l'insurrection**. L'aide étrangère affecte grandement ses chances de succès, sans toutefois être indispensable à sa naissance. Dans le contexte de la guerre froide, Galula admet cependant que **les insurrections peuvent être utilisées par les Soviétiques pour en évincer les Occidentaux du Tiers-monde et s'y implanter durablement.** Les insurgés mettent à profit l'existence de problèmes internes (marginalisation d'une partie de la population, misère) pour rallier le plus de mécontents possible autour d'une cause choisie à cet effet et dont ils se font les défenseurs.



Andreï Jdanov, chef du Kominform qui prit la place du Komintern après la seconde guerre mondiale. Cet organisme était chargé de coordonner l'action des différents partis communistes nationaux.

2.1.2 Les moyens de la lutte

2.1.2.1 Les mesures d'une contre-insurrection réussie :

- Pour Trinquier**, face à cette « guerre moderne », la parade consiste essentiellement à renforcer les mesures de surveillance pour identifier et neutraliser le plus tôt possible les agents subversifs. Il n'est pas fait mention de réformes d'ensemble pour diviser les insurgés**. L'organisation des populations imaginée par Trinquier obéit à un strict principe hiérarchique**. Il n'est pas question de représentants, mais de responsables** qui s'assurent

que la population prenne en main sa propre défense. L'État jouit d'une légitimité *a priori*, uniquement mise à mal par l'insécurité dont les insurgés sont responsables. Il suffit donc de restaurer la sécurité, y compris par des mesures drastiques (quadrillage urbain et regroupement dans des villages-postes), qui ne risquent cependant pas de retourner une population soulagée d'être débarrassée des insurgés.

- Pour Galula, **il faut des solutions politiques à un conflit politique**[13]. Les mesures à mettre en place pour réduire une insurrection sont à la fois d'ordre sécuritaire (réduction des maquis, contrôle des populations) et politique (favoriser l'émergence de leaders locaux, satisfaire une revendication jugée légitime par la majorité de la population)**.** Galula estime que rétablir la sécurité doit être le préalable à toute réforme, mais déconseille cependant les mesures propre à s'aliéner la population, comme les déplacements forcés.

2.1.2.2 Le rôle de l'armée dans la lutte antisubversive :

- Pour Trinquier, la fonction première de l'armée est **la défense du territoire national**. La subversion étant une arme de guerre utilisée par une puissance étrangère, **il revient à l'armée de lutter contre elle.** Trinquier préconise logiquement **l'octroi de pouvoirs étendus aux forces armées pendant la durée des troubles**, même si l'action psychologique adverse accuse en conséquence le Pouvoir d'être de nature dictatoriale.



Défilé du 9ème RCP à Philippevile en 1961.
Source : appeles.au.9.RCP.free.fr

- Pour Galula, les forces armées sont **un outil parmi d'autres entre les mains du pouvoir politique**. Il est essentiel que ce dernier reste aux commandes de la lutte contre-insurrectionnelle. Même dans le cas extrême où, débordé, il doit en appeler à l'armée pour exercer des pouvoirs étendus[14], **les apparences du contrôle civil doivent être maintenues à tout prix** pour éviter de donner des arguments à la propagande adverse.

2.1.2.3 Agir sur l'opinion publique :

Les deux auteurs abordent le thème, mais sans lui accorder la même importance.

- Pour Trinquier, **cette question est fondamentale**. L'action psychologique revêt pour l'insurgé une importance capitale, dans la mesure où elle permet d'**empêcher un adversaire insuffisamment résolu de mettre en place les méthodes à même de venir à bout de**

[13] La solution à ce conflit dont l'enjeu est la conquête du pouvoir.
[14] Situation où, en l'occurrence, l'administration n'est soit plus en mesure d'assurer ses fonctions, soit complètement noyautée par les insurgés.

l'insurrection[15]**.** Le soutien de l'opinion apparaît dès lors comme primordial si l'on veut remporter une guerre asymétrique.
- Galula s'intéresse davantage à la population du théâtre des opérations qu'à l'opinion de « l'arrière ».

2.1.2.4 La description de l'organisation territoriale des insurgés :

Les deux méthodes de classement qui suivent sont différentes mais pas incompatibles.

- Trinquier parle de villes, de campagnes habitées et de zones refuge. Si cette classification peut recouper celle de Galula (les zones blanches étant les villes, les zones roses celles des campagnes habitées et les zones rouges étant les zones refuge), elle peut aussi s'y superposer.
- Galula parle de zones blanches, roses et rouges, la couleur traduisant la force de l'insurrection dans une région (une zone blanche est une région où l'insurgé est peu actif, alors qu'il est au contraire très présent dans les zones rouges) ce qui le cantonne à l'échelon stratégique. **En effet, une « zone rouge » peut tout à fait contenir des villes, des campagnes habitées, et des marais ou des montagnes inaccessibles servant de sanctuaires.**

2.2 – Des convergences évidentes

La comparaison de *Counterinsurgency, theory and practice* et de *La Guerre Moderne* met en évidence certaines convergences à plusieurs niveaux. David Galula et Roger Trinquier ont des constats similaires quant aux méthodes de l'insurgé et au recrutement de ses cadres.

Nature et caractéristiques de la « guerre révolutionnaire » : L'insurrection vise **la conquête du pouvoir** (autrement dit le contrôle de la population, du territoire et des ressources) par des moyens non conventionnels (distincts d'une offensive militaire classique consacrée par le choc de deux armées), la plupart du temps en dehors de la légalité[16]. L'insurgé rejette d'emblée **les lois du pouvoir qu'il conteste et celles encadrant les conflits armés.** Il s'appuie sur **une petite élite de cadres, généralement recrutés dans les milieux étudiants**. Le rapport de forces joue au départ en sa défaveur, mais il peut compter sur sa **fluidité,** c'est à dire sa capacité à se fondre dans la population pour se dissimuler, mais aussi à inscrire dans un premier temps son action dans le cadre légal et donc à la rendre intouchable, du moins dans les pays tolérant le pluralisme politique. Ceci lui permet de **conserver l'initiative**, en choisissant quand et où démarrer la phase d'insurrection violente (terrorisme et guérilla). En raison du **chaos qu'elle provoque pour un faible coût**, l'insurrection est particulièrement attractive aussi bien pour des individus ambitieux, que pour des États cherchant à frapper leurs adversaires sans risquer une guerre ouverte dévastatrice.

Les facteurs d'une insurrection réussie : Même si la direction de l'insurrection est en exil, **la population que l'insurgé souhaite rallier doit pouvoir s'identifier à lui**. Les cadres de contact (commissaires politiques, collecteurs de fonds, etc.) doivent être recrutés parmi elle. De plus, l'insurrection s'appuie sur l'existence de problèmes et tensions internes au pays pour recruter des

[15] Par exemple, en montant une campagne de presse dénonçant l'emploi de la force armée et l'instauration de la loi martiale pour lutter contre l'insurrection.

[16] Dans la mesure où l'insurgé déclare vouloir renverser le régime politique en vigueur, ce dernier prend des mesures pour se défendre.

partisans[17]. Par ailleurs, plus la population est dispersée, mieux les autorités peuvent la contrôler. Enfin, l'existence de zones frontalières (en particulier avec un État voisin favorable à l'insurrection) est un atout important pour la victoire de la guérilla.

La doctrine de l'insurrection : Constituée pour une part d'une **élite de cadres** organisée et disciplinée, l'insurrection agit sous l'impulsion de cette **minorité active.** Cependant, elle doit impérativement préserver son intégrité idéologique face aux déviances potentielles des commandants de terrain trop populaires. Ces derniers doivent être ramenés à la raison ou éliminés. Le parti de l'insurrection doit mobiliser les masses grâce à une idéologie puissante, ou le plus souvent **par la contrainte**[18]. Une fois l'appareil du parti et son **organisation politico-militaire de contrôle des populations** en place, la montée en puissance de l'insurrection peut débuter :

- **Une phase préliminaire de terrorisme** vise d'abord à faire connaître l'insurgé à la population, puis à la couper de l'administration en ciblant ses relais traditionnels (petits fonctionnaires et notables locaux)[19].
- **Une phase de guérilla** doit permettre à l'insurrection de constituer ses sanctuaires. Ces derniers doivent être implantés dans des zones difficiles d'accès et au relief accidenté, où elle jouit d'emblée d'un important soutien populaire. Dans la mesure du possible, **ces sanctuaires doivent être limitrophes à une frontière internationale** de manière à permettre à un pays tiers d'apporter son aide matérielle.
- **Une phase de guerre de mouvement** coïncide avec la montée en puissance de l'insurrection. L'insurrection se structure alors en force régulière. Elle lance des attaques contre l'armée gouvernementale, sans toutefois pouvoir l'écraser.
- **Une dernière phase** au cours de **laquelle l'insurrection écrase les forces militaires de l'État** en place et s'empare du pouvoir.

Les mesures préalables au déclenchement de l'insurrection violente :
Avant le déclenchement de la phase violente de l'insurrection, il est possible de prendre des mesures à même d'empêcher son éclatement ou de réduire ses chances de succès. **Il s'agit ici de mesures que doit prendre le pouvoir civil. Elles ne font donc pas partie de celles énoncées dans le cadre de la campagne de contre-insurrection.** Parmi ces mesures, on inclut :

- le renforcement de l'appareil politique et l'emprise de l'administration sur la population,
- l'adaptation du système judiciaire aux nécessités de la lutte antisubversive,
- la mise en détention des chefs de mouvements subversifs,
- l'infiltration des mouvements subversifs pour anticiper leurs actions, et éventuellement les faire imploser.

[17] Il est possible pour un insurgé qui dispose d'une excellente machine de propagande de créer l'illusion d'un problème. Galula donne comme exemple la Chine, où les communistes ont dénoncé l'appropriation des terres par les « féodaux » comme responsable de l'arriération. Dans les faits, la majorité des terres était regroupée en petites exploitations possédées par des paysans. Ils ont ainsi pu conserver leur légitimité auprès des paysans malgré la disparition du problème réel qu'ils avaient admirablement su exploiter (l'occupation japonaise).

[18] Cela est sutrout vrai après le début de l'insurrection, quand la guerre civile polarise la société et force les civils à prendre parti pour l'un des deux camps.

[19] Trinquier admet cependant que le Viet-Minh n'est pas passé par cette phase d'attentats spectaculaires. De son côté, Galula précise que cette méthode est une variante, permettant de gagner du temps. Mais plus risquée car elle peut entraîner une réaction féroce des pouvoirs publics et aliéner la population.

Ces mesures sont parfois difficiles à mettre en place, particulièrement lorsque l'urgence n'est pas manifeste pour l'opinion, et quand le processus législatif de temps de paix ralentit considérablement ou empêche complètement l'action des pouvoirs publics ou l'adaptation des normes judiciaires.

La guerre révolutionnaire « chaude » :
Au début des hostilités, l'administration est en général désorganisée et désorientée par les méthodes qu'emploient les insurgés. **La fluidité de la guérilla au sein des populations empêche en effet toute riposte conventionnelle efficace**. Parallèlement, la furtivité des insurgés empêche les forces gouvernementales de retourner leurs propres méthodes contre eux. Il est en effet difficile de tendre des embuscades à l'ennemi alors que l'on ignore où il se trouve. **Cette asymétrie doit être compensée du côté des forces de l'ordre par la supériorité du renseignement qui requiert le soutien des populations.** Pour cela, **il faut s'appuyer sur une minorité agissante favorable aux autorités légales.** Elle n'émerge qu'une fois assurée qu'elle ne sera pas la cible de représailles des insurgés. Avec un effet boule-de-neige, l'ensemble de la population doit finir par apporter son soutien aux autorités, y compris les anciens insurgés retournés en échange de la clémence des forces de l'ordre. Parallèlement, **il ne peut y avoir de contre-insurrection efficace sans la mise en place d'un état d'exception adapté au traitement de la menace.**

La participation des forces armées à la lutte antisubversive :
La participation des forces armées à la contre-insurrection, en renfort des forces de l'ordre, est indispensable malgré le bénéfice que peut en retirer la propagande insurgée[20]. L'armée doit détruire l'appareil militaire des insurgés puis l'appareil politico-militaire qui contrôle les populations afin de ramener la sécurité. Tout au long des opérations, **elle doit adapter son format et ses modes opératoires aux missions.**

- **Les forces** dédiées à la contre-insurrection **doivent se composer d'unités statiques et de réserves** rapidement mobilisables et projetables sur demande.
- en raison des besoins de la contre-insurrection, **certaines unités doivent être reconverties. Les personnels affectés au maniement des matériels lourds sont particulièrement concernés.** En effet, le milieu où évoluent les insurgés (zones peuplées et terrain accidenté) se prête mal à l'emploi de matériels lourds et à l'emploi d'une puissance de feu dévastatrice. Les servants des pièces d'artillerie ou d'autres matériels sont ainsi mieux employés comme fantassins que dans leur spécialité d'origine.



[20] Les insurgés peuvent accroître leur légitimité en dénonçant la nature fasciste d'un gouvernement qui utilise l'armée contre ses propres citoyens.

2.3 – Des pensées davantage complémentaires qu'opposées

La principale différence entre les deux auteurs tient à ce que Trinquier se place d'emblée dans un cadre tactique particulier et néglige l'analyse stratégique. L'insurrection est systématiquement décrite comme le parti de l'étranger, qui règne sur la population par la terreur et agit exclusivement au profit du camp soviétique. Il n'envisage pas la possibilité d'une insurrection bien implantée car brandissant des revendications légitimes aux yeux des populations locales. **Il se focalise donc sur les mesures de contrôle des populations visant à rétablir la sécurité.**

David Galula, sans écarter le scénario de Trinquier, le relativise par rapport à d'autres possibilités. **Il analyse le phénomène insurrectionnel** (dans quel environnement géographique et humain a-t-il lieu ? quels sont les facteurs internes et externes qui affectent les deux parties en présence ? etc.). Cela permet de déterminer les mesures à prendre et les moyens à déployer en vue d'obtenir l'effet final recherché[21].

L'apport de Galula se manifeste dans **l'analyse des caractéristiques de l'insurrection** et des **facteurs qui influent sur son succès.** Elle s'inscrit dans une **vision stratégique du phénomène insurgé.**

- Galula cherche tout d'abord à caractériser l'environnement dans lequel évolue la subversion, afin de déceler les éléments augmentant ses chances de victoire. Il s'intéresse notamment à la cause de l'insurgé (est-elle mobilisatrice ?), au régime politique (dispose-t-il des moyens d'étouffer la rébellion dans l'œuf ou est-il affaibli et impuissant ?), ainsi qu'aux conditions géographiques, économiques et climatiques.
- Il s'intéresse ensuite à la **nature** et à la **stratégie** de l'insurrection. Si comme Trinquier, il pense que l'essentiel des insurrections s'inscrit dans la ligne idéologique du marxisme, il admet que **le processus de prise du pouvoir peut varier.** Il distingue un **schéma orthodoxe** (maoïste qui mise sur un long travail d'endoctrinement des masses paysannes, d'alliances de circonstances et de montée en puissance progressive) et un schéma « bourgeois-nationaliste » (qui inclut le terrorisme pour gagner du temps). Il est possible que certaines phases disparaissent suivant les conditions et la stratégie de l'insurgé : **celui-ci peut ainsi parvenir au pouvoir sans lutte armée, par le simple noyautage et grâce à un patient travail de propagande, si besoin couronné par un coup de force**[22].

Après avoir identifié les caractéristiques de l'insurgé, Galula s'intéresse aux méthodes à employer pour le défaire. Il propose ainsi un schéma en huit phases tout en gardant à l'esprit que ce dernier n'est pas figé **: si l'ordre dans lequel les mesures doivent être mises en place est invariable, les mesures**

[21] Par exemple, cela peut aller de l'octroi de l'indépendance (pour dénier sa cause à l'insurgé) à une stratégie d'usure (faire durer le conflit jusqu'à ce que la population lasse de la guerre ne souhaite plus qu'un retour à la paix, quelqu'en soit le prix).

[22] C'est l'exemple du Coup de Prague en 1948. Néanmoins, Galula admet que le passage par la lutte armée est le plus probable. D'une part, le pouvoir en place ne se laisse pas abattre sans réagir. D'autre part, les épreuves de la lutte armée permettent au Parti de s'endurcir, de se structurer et de polariser la société entre amis et ennemis (qui seront neutralisés une fois le pouvoir saisi).

en elles-mêmes peuvent varier, voir disparaître suivant la situation[23]. Par ailleurs, Galula inclut dans son schéma des éléments politiques :

- La désignation, généralement par des élections libres, de leaders locaux fiables et légitimes auprès de la population, afin de stabiliser durablement la situation.
- Des méthodes de coordination entre acteurs civils et militaires de la contre-insurrection.

Enfin, la typologie qui établit des zones touchées par l'insurrection (blanc, rose, rouge), s'adapte mieux à l'échelon stratégique que tactique.

Roger Trinquier se place, lui, dans un cadre stratégique donné, celui d'une insurrection fomentée depuis l'extérieur. **Faisant l'économie d'une analyse poussée au niveau stratégique, sa pensée n'en demeure cependant pas moins riche au niveau tactique**.

Trinquier se place d'emblée dans une situation donnée, celle de l'Algérie de 1954 à 1961, qu'il généralise. Pour lui, les insurrections se caractérisent par un insurgé aux ordres d'une puissance étrangère, qui contrôle la population par la terreur. Dans cette situation, il suffit de **restaurer la sécurité en détruisant l'appareil politico-militaire insurgé.** Une fois la sécurité rétablie, il n'y a pas lieu de conduire de réforme politique d'envergure car la légitimité du pouvoir en place n'est *a priori* pas contestée.

Trinquier commet une erreur en généralisant le modèle algérien et en estimant que l'adversaire n'a aucun ancrage réel dans la population. Cependant, **certaines méthodes** qu'il prône **peuvent tout à fait trouver leur place dans le processus décrit par Galula** :
- **Les méthodes de contrôle des populations** de Trinquier peuvent être adoptées. Les phases 3 et 4 décrites par Galula doivent en effet donner lieu à la mise en place de mesures imposées et parfois drastiques visant à contrôler et protéger la population.
- **Les méthodes de quadrillage** visant à anéantir les forces militaires de l'insurrection, ainsi que certaines recommandations (répartition entre unités statiques et mobiles, aéromobilité, équipement) peuvent trouver leur place leur place dans les phases de destruction de l'appareil politico-militaire insurgé tel que les décrit Galula.

[23] Par exemple, la phase 1 ne sera pas la même suivant que l'on s'attaque à une guérilla encore peu structurée ou à une force quasi-régulière comme le Hezbollah.

DEUXIEME PARTIE

UNE PENSEE FRANÇAISE REDECOUVERTE

Chapitre I – Une pensée influente outre-atlantique

1.1 – Une doctrine réputée dans les milieux militaires

La mobilisation des masses est au cœur des guerres irrégulières quelles qu'en soient ses formes : guérilla (tactique militaire de harcèlement ponctuel), insurrection (soulèvement visant au renversement d'un régime), terrorisme (summum de l'action politique violente). Les huit étapes de David Galula, les vingt-huit articles de David Kilcullen et les quatorze observations de David Petraeus visent à fournir à des contre-insurgés les meilleurs conseils pour remporter ce type de conflit asymétrique où des rebelles leur disputent le soutien du peuple. Ces auteurs puisent dans des référentiels communs ayant valeur de classiques pour le lectorat anglo-saxon.

Pour les spécialistes américains des guerres irrégulières, David Galula est un classique dont on redécouvre l'importance. Son ouvrage *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice* a été republié en 2005 chez Hailer Publishing. David Kilcullen et David Petraeus le citent volontiers dans leurs contributions respectives, compulsées dans les états-majors. Ahmed S. Hashim, dans son livre *Insurgency and Counter-Insurgency in Irak* (2006), fait l'éloge de *« ce théoricien français par trop sous-estimé, dont les écrits redeviennent d'actualité »*[24]. **Certains voient même en lui le « Clausewitz de la contre-insurrection ».**

En dépit de cette gloire posthume, le lieutenant-colonel Galula est largement inconnu de ses compatriotes. En compagnie de Maurice Prestat, Lucien Poirier, Jacques Hogard, André Souyris, Jean Némo, Charles Lacheroy et Roger Trinquier, il a fait partie de l'« école française » de contre-insurrection, dont la doctrine s'est exportée aux États-Unis dans les années 1960. Roger Trinquier, le plus médiatique de ces théoriciens, était convaincu que dans la « guerre moderne », le droit des conflits armés était un concept dépassé et qu'il ne fallait pas renâcler à utiliser les méthodes de l'ennemi (« combattre le feu par le feu »).

Ces réflexions inspirées par la guerre d'Indochine furent utilisés lors de la guerre d'Algérie, aboutissant à des succès tactiques mais aussi à des dérives blâmables qui ne purent enrayer une frustrante impasse politique, comme les Américains en firent l'amère expérience au Viêt-Nam. Deux ans après l'indépendance de l'Algérie, les recommandations de David Galula en matière de contre-insurrection (comprise comme un investissement démocratique) allaient dans un tout autre sens que celles tendant vers l'instauration d'un État d'exception permanent qu'avaient *de facto* défendues Roger Trinquier[25].

Les mauvais souvenirs de la décolonisation, conjugués au fait que David Galula ait rédigé ses thèses directement en anglais, aux États-Unis, expliquent sans doute le relatif oubli dans lequel ce théoricien

---

[24] *« David Galula, the much under-appreciated French counter-insurgency theorist, whose writings are making a comeback ».* Ahmed S. Hashim, professeur d'études stratégiques à l'US Naval War College, a été entre novembre 2003 et septembre 2005 conseiller du commandement américain en Irak, dont il a dressé un bilan sans concession de la stratégie, conduite pendant trois ans. Il a rejoint l'équipe du général Petraeus en 2007.

[25] Les ouvrages *Pacification in Algeria, 1956-1958*, de David Galula, et *Modern Warfare*, de Roger Trinquier, ont été republiés tous les deux en 2006 aux États-Unis, le premier avec une préface de Bruce Hoffman, le second avec un avant-propos du néo-conservateur Eliot Cohen, avec le parrainage de la RAND Corporation.

si apprécié aux États-Unis était tombé en France. La pertinence des propos de David Galula n'a cependant pas échappé au spécialiste des conflits irréguliers qu'est Gérard Chaliand, qui le cite dans la bibliographie commentée accompagnant la première édition de *Stratégies de la guérilla* (1979), le mentionne dans *L'Amérique en guerre, Irak-Afghanistan* (2007) et lui accorde, ainsi qu'à Kilcullen et Petraeus, la place qu'il mérite dans *Les Guerres irrégulières. Guérillas et terrorismes (XXème -XXIème siècles)* (2008).

Si les idées forces de David Galula, « le classique indémodable », de David Kilcullen, « le nouveau McNamara[26] » coopté par les cercles dirigeants de Washington, et de David Petraeus, « le général de la dernière chance », sont aussi appréciées de la communauté stratégique américaine, c'est parce qu'elles bousculent les *a priori* conservateurs et qu'elles ont été conçues par des esprits pragmatiques et originaux. Rien chez eux ne dénote l'obsession du complot international qui serait à l'origine des insurrections.

La RAND Corporation, *think tank* traditionnellement proche de l'establishment et des milieux de défense, a contribué, depuis 2005, à la redécouverte des idées de David Galula. Elle appelle à leur enrichissement par de nouveaux talents. Mais c'est la *Military Review*, revue du Combined Arms Center de Fort Leavenworth, qui, après 2006, a le plus popularisé les principes de la COIN revisités par *ces officiers qui savent écrire aussi bien qu'ils savent se battre*[27].

1.2 – Une doctrine cohérente, des références évidentes

Là où Galula, Kilcullen et Petraeus discourent de guérilla ou d'insurrection, d'autres avant eux ont parlé de « petites guerres »[28], « d'opérations militaires de basses intensité »[29], de « guerre révolutionnaire »[30] ou de « guerre moderne » que tout oppose aux guerres interétatiques et conventionnelles[31].

---

[26] A l'instar du brillant et controversé Robert Strange McNamara (secrétaire à la Défense des présidents Kennedy et Johnson, président de la Banque Mondiale de 1969 à 1981), inventeur de la doctrine de la *riposte graduée* qui modifia la stratégie nucléaire américaine, David Kilcullen, fort de son statut de « Chief Strategist in the Office of the Coordinator for Counterterrorism » auprès de Hank Crumpton, donne le ton et suscite le débat.

[27] L'ouvrage de David Galula a été traduit et est disponible en français aux éditions Economica, sous le titre « Contre-insurrection, théorie et pratique ». (2008)

[28] *Small Wars, Their Principles and Practice* (1896, réédité en 1996) est le titre du livre de Charles E. Caldwell, *Major General* britannique qui prit part aux guerres afghanes et à la guerre des Boers (fin du XIXème et début du XXème siècle). L'expression *petite guerre* est apparue au XVIIIème siècle ; le terme *guérilla* s'appliquant plus particulièrement à la résistance espagnole contre les troupes de la Grande Armée.

[29] *Low-Intensity Operations, Subversion, Insurgency and Peace Keeping* (1971) est le titre du livre de Frank Kitson, *Major General* britannique qui eut une expérience concrète des guerres irrégulières en Malaisie (cas d'étude privilégié des Anglo-Saxons), au Kenya, à Chypre, à Oman et à Aden.

[30] *Revolutionary War in World Strategy (1945-1969)*, publié en 1970, est un des trois ouvrages fondamentaux de Robert Thompson, officier britannique qui participa à la réduction de l'insurrection communiste en Malaisie. Théoricien remarqué, spécialiste de la guerre révolutionnaire maoïste, il a été en matière de contre-insurrection, le conseiller au Viêt-Nam des présidents Kennedy, Johnson et Nixon.

[31] Les 28 articles de Kilcullen sont un hommage assumé aux 27 articles de T.E Lawrence (dit *Lawrence d'Arabie*), qu'il publia en 1917 dans l'*Arab bulletin*, et qui condensent son expérience de la guérilla aux côtés

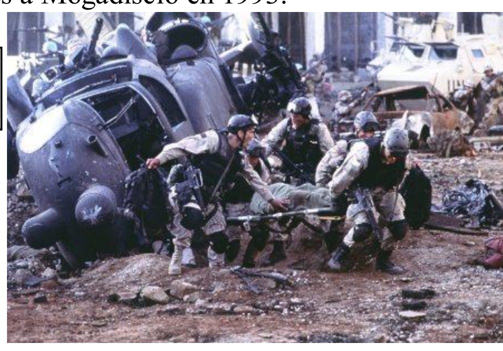
Afin de mieux appréhender le phénomène, ces théoriciens ont eu accès aux textes doctrinaux de Mao Zedong, Ernesto Che Guevara et Vo Nguyen Giap, stratèges de la « guerre du peuple ». David Galula avait eu une expérience directe de la guerre de partisans en Chine (1927-1949), en Grèce (1945-1950), en Indochine (1948-1954) et en Malaisie (1948-1960), avant de prendre part à la pacification en Algérie (1954-1962). David Kilcullen a beaucoup réfléchi sur la contre-insurrection à partir de cas indonésiens divergents quant à leur issue (défaite de la rébellion du Dar-ul-Islam à Java, victoire des indépendantistes à Timor). Il a fait du maintien de l'ordre en zone de tension (à Chypre et à Bougainville) et instruit des commandos (en Asie du sud, au Royaume-Uni, au Moyen-Orient). Lui et David Petraeus ont étudié les errements des engagements américains au Viêt-Nam (1965-1975), en Afghanistan (depuis 2001) et en Irak (depuis 2003).

Pour cette autre forme de guerre asymétrique qu'est le terrorisme – en particulier celui d'inspiration islamiste –, un même effort de conceptualisation existe, relancé aux États-Unis après les attentats du 11 septembre 2001. En 2006, le *Combating Terrorism Center* (CTC) de l'Académie de West Point a sollicité les services d'universitaires pour dresser une « cartographie » de la mouvance jihadiste (*Militant Ideology Atlas*) et nourrir les débats de sa revue interne, *The CTC Sentinel*. Pour sa part, David Kilcullen reconnaît sa dette intellectuelle envers Eric Hoffer, auteur de *The True Believer* (une étude sur le fanatisme), Philip Selznik, auteur de *The Organizational Weapon: A Study of Bolshevik Strategy and Tactics* (sur la subversion), Olivier Roy, auteur de *Globalized Islam* (traduction de *L'Islam mondialisé*, sur la nouvelle identité des fondamentalistes musulmans) et Marc Sageman, auteur de *Understanding Terror Networks* (un essai de profilage des terroristes islamistes).

Enfin, au nombre des références obligées, David Kilcullen avoue partager la fascination de son auditoire pour deux œuvres cinématographiques illustrant tragiquement les aléas des conflits irréguliers au XXème siècle : *The Battle of Algiers* (*La Bataille d'Alger*, 1966, ci-dessous à gauche), film polémique de Gillo Pontecorvo[32], et *Black Hawk Down* (*La Chute du Faucon noir*, 2002, ci-dessous à droite), film de Ridley Scott, qui conte comment deux équipages d'hélicoptères abattus et leurs sauveteurs furent pris au piège des milices somaliennes à Mogadiscio en 1993.



Source : Wikipédia



des arabes en lutte contre l'Empire ottoman. Voir aussi sur www.cdef.terre.defense.gouv.fr la fiche de la recherche doctrinale *T.E Lawrence ans the mind of an insurgent* du LCL Jérôme CARIO, décembre 2006.

[32] Tourné en 1965 avec Yacef Saadi dans son propre rôle par Gillo Pontecorvo, *La Bataille d'Alger* fut longtemps interdite de projection en France. Ce film dénonçait la pratique de la torture pendant les opérations de ratissage de la Casbah d'Alger conduites par les parachutistes français en 1957, tout en laissant entendre que son usage était systématisé. Conçu comme un plaidoyer contre la torture, ce film finit paradoxalement par être projeté dans les centres de formation à la contre-insurrection en Iran et en Amérique Latine, dont certains enseignaient la torture.

Chapitre II – Les nouveaux penseurs de la contre-insurrection

2.1 – David Kilcullen, la « COIN » à l'échelle de la compagnie

Officier australien, David Kilcullen s'intéresse au thème de la contre-insurrection dans les années 1990[33]. Ses travaux sur plusieurs insurrections en Asie du Sud-est le font remarquer par le gouvernement australien, puis par Paul Wolfowitz qui fait appel à son expertise. **Tenant de la notion de « guerre longue », il réunit dans un *vade-mecum* de 28 articles les fondamentaux de la contre-insurrection à l'échelle de la compagnie. Ces recommandations, parues dans la *Military Review*** (mai-juin 2006) **sont marquées par l'héritage de la pensée de Galula**. **Elles intériorisent le fait que la population est le centre de gravité d'une guerre asymétrique.** Kilcullen se rattache à la pensée de Galula en mettant l'accent sur l'importance du terrain humain et une approche globale de la contre-insurrection.

1- **Connaître son territoire**. Il s'agit pour le **commandant de compagnie** de connaître aussi bien la géographie physique et humaine que l'histoire de la zone de déploiement. Bénéficier des observations et si possible d'un briefing de l'unité déployée précédemment est très utile mais assez rare. Dans tous les cas, **rien ne remplace de solides connaissances** personnelles sur la zone de déploiement. Ces connaissances doivent être **partagées par les subordonnés** sous peine d'échec.

2- **Diagnostiquer le problème**. La guerre insurrectionnelle est essentiellement une compétition entre forces régulières et insurgés pour parvenir à mobiliser la population au profit d'un camp ou de l'autre. Pour ce faire, les forces régulières doivent connaître le maximum sur **les insurgés** : qui sont-ils, qu'est-ce qui les anime, comment mobilisent-ils les soutiens, etc. Le premier diagnostic s'élabore par des échanges avec les subordonnés. Il faut aussi garder à l'esprit qu'**une bonne partie de ses succès vient des erreurs des forces de l'ordre et du gouvernement.** En raison de la réactivité accrue qu'exige ce type de conflit, les subordonnés doivent être capables de prendre rapidement les bonnes décisions et doivent donc connaître les intentions du commandant.

3- **S'organiser pour recueillir les renseignements.** Il faut détacher les éléments les plus brillants de la compagnie dans la section de reconnaissance plutôt que dans les sections de combat. Le commandant de compagnie y perd en puissance de feu, mais y gagne en vies humaines. Renseignement et opérations sont complémentaires. D'une part, le renseignement provient d'abord des opérations et non du quartier général (c'est pourquoi disposer de linguistes plutôt que de conseillers en renseignement est souvent utile). D'autre part, **si tuer l'insurgé est facile, le débusquer est beaucoup plus complexe et impossible sans l'apport du renseignement.**

4- **S'organiser pour mener des opérations en partenariat avec d'autres institutions**. Le succès des opérations de contre-insurrection implique de collaborer avec des acteurs divers (gouvernementaux ou non, nationaux ou transnationaux) dont le commandant de compagnie n'a pas forcément le contrôle. **Ce sont les organismes de stabilisation et de développement**

[33] Voir bibliographie.

qui rétablissent finalement les conditions d'un retour à la normalité. Il est donc nécessaire que certains éléments soient sensibilisés au contact avec de tels organes. Enfin, il ne faut pas oublier que les armes et les protections balistiques impressionnent les civils, tandis que **les différences culturelles entravent la communication**. Cela rend le contact plus difficile. Il faut apprendre à parler aux locaux sans les effrayer ni les choquer.

5- **Voyager léger tout en renforçant sa chaîne de soutien logistique**. Il faut **pouvoir prendre l'insurgé de vitesse**, ce qui implique de ne pas se surcharger en armes et équipements pesants. Mais il faut également pouvoir compter sur un soutien en cas d'engagement. Parallèlement, **le train logistique doit être renforcé car il constitue une cible de choix pour les insurgés.**

6- **Dénicher un conseiller politico-culturel.** Ce dernier doit être polyglotte et versé dans les intrigues locales. Il doit sortir des rangs. Il ne faut pas que la fonction soit tenue par le commandant de compagnie ou son conseiller renseignement. La tâche de ce dernier est de chercher à comprendre l'environnement, celle du conseiller politico-culturel est de lui donner forme.

7- **Entraîner les cadres subalternes, puis leur faire confiance.** Les batailles sont gagnées ou perdues en un instant. Les commandants des petites unités, convenablement briefés, doivent être en mesure de réagir instantanément de leur propre chef.

8- **La compétence prime sur le grade.** Une centaine de soldats bien armés courra à l'échec sous la conduite d'un chef médiocre, là ou une poignée d'hommes réussiront sous la conduite d'un officier compétent.

9- **Avoir un plan tactique.** Il faut avoir une idée de la manière dont la partie va se jouer lors la phase finale de planification. Pendant celle-ci, le commandant de compagnie doit se représenter l'enchaînement des opérations (établissement de sa domination sur la zone, construction de réseaux relationnels, marginalisation de l'ennemi) par lesquelles il remplira ses objectifs. En cas d'incident dans le déroulement du plan, le commandant de compagnie doit être capable de repartir de l'étape précédente. Comme le diagnostic initial, le plan tactique simple et adaptable aura été discuté avec les subordonnés.

10- **Etre présent. Sillonner à pied chaque localité de jour comme de nuit** permet d'affirmer son emprise sur la zone, de pouvoir intervenir quand survient un incident et de se rapprocher de la population beaucoup mieux qu'en résidant dans une base éloignée et hermétique. Les troupes doivent **se déplacer au contact des populations à pieds et non dans des véhicules surprotégés car cela brise la confiance des habitants**. Pour développer son réseau, le commandant doit se montrer à visage découvert.



11- **Éviter de réagir de manière disproportionnée à la première impression**, mais attendre confirmation des faits lorsqu'un incident se produit. Cela permet de conserver l'estime des locaux. Se fier aux conseils d'un homme de confiance pris dans la population aidera à garder son sang-froid.

12- **Préparer la relève dès le premier jour.** Même si cela est fastidieux, le commandant de compagnie doit tenir un journal de marche qui aidera son successeur à poursuivre la mission en **entretenant la mémoire collective des opérations au sein de l'unité.**

13- **Construire des réseaux de confiance. Il faut gagner les cœurs** (persuader la population qu'elle a tout à gagner au succès des forces gouvernementales) et les esprits (faire comprendre que les forces régulières sont les plus fortes, que toute résistance est futile et qu'elles sont capables d'assurer la sécurité). **Peu importe de se faire aimer, il faut persuader la population que son intérêt réside dans la coopération**. Une fois bien implantés, les réseaux de confiance s'étendent et isolent l'insurgé de la population. Afin de gagner les cœurs et les esprits, il est nécessaire de clairement **identifier les besoins de la population pour pouvoir y répondre**, et de nouer des contacts avec l'ensemble des acteurs significatifs sur la zone de déploiement.

14- **Commencer par le plus facile**. Il faut s'intéresser aux relations extérieures d'une localité dont on a gagné la confiance si l'on veut obtenir des résultats aussi positifs dans les villages voisins avec lesquels elle commerce.

15- **Rechercher des succès précoces.** Remporter une victoire même symbolique permet de prendre l'initiative et doit être prioritaire. Mais plutôt que de sortir triomphant d'une escarmouche avec un ennemi qui préfère éviter le combat, il vaut mieux satisfaire une revendication ancienne (politique, administrative ou économique) de la population locale. Régler un problème trop longtemps en suspens permet de garder l'initiative et de rallier des soutiens durables.

16- **Conduire des patrouilles dissuasives.** Cela décourage l'ennemi d'attaquer et rassure la population. Ce peut être l'occasion de déployer en tous points de la zone des escouades que l'insurgé tiendra pour des objectifs négligeables, ou même de monter des équipes mixtes (« *blue-green* ») civilo-militaires. D'une façon générale, un tiers ou deux tiers des effectifs de la compagnie doivent être constamment en patrouille, de jour comme de nuit.

17- **Se préparer aux revers.** En contre-insurrection, il n'est pas rare de se tromper de cible, de commettre des erreurs, de devoir revenir à la phase antérieure du plan. Certaines sections opéreront mieux que d'autres, il faut donc laisser une certaine marge d'appréciation aux chefs d'unités élémentaires



Un enfant tenant une photo figurant la profanation d'un corps à Abou Grahib. Source : libertesinternet.files.wordpress.com

18- Se souvenir de l'existence d'une opinion publique mondiale. Les médias internationaux lui rapportent les faits et gestes de chaque unité engagée. Le commandant de compagnie doit donc soigner ses relations avec les journalistes. **Les médias sont un atout** pour l'insurgé comme pour le contre-insurgé **s'ils savent les utiliser**. Ce dernier s'en servira pour diffuser son message et enrichir ses connaissances sur la zone de déploiement en fréquentant les journalistes de terrain.

19- Employer les femmes, se méfier des enfants. La plupart des insurgés sont des hommes mais, dans les sociétés traditionnelles (surtout musulmanes), **les femmes sont influentes dans les réseaux relationnels** qu'il faut gagner à la cause de la contre-insurrection. Frayer avec des enfants peut se révéler très dangereux : ils s'approchent des convois sans éveiller la méfiance, et peuvent être ou punis ou utilisés par les insurgés.

20- Faire régulièrement l'inventaire. Il faut disposer de statistiques sur l'efficacité de son action militaire (comme le décompte des pertes chez l'ennemi), mais cela n'a de sens que conjugué à une batterie d'indicateurs qui font remonter au commandant d'unité des éléments d'appréciation sur le nombre de combats où l'ennemi a pris l'initiative, la fiabilité des témoignages apportés sur les insurgés par la population, l'ascension sociale des notables amis, ou encore le volume de l'activité économique. La tendance qui s'en dégagera témoignera des progrès enregistrés par la contre-insurrection dans le secteur.

21- Exploiter un récit individuel. Le commandant de compagnie peut façonner une histoire qui donne sens à sa présence et à son action, et se servir de leaders traditionnels ou d'individus médiatiques pour le diffuser. Le récit légitimant peut être fabriqué en haut lieu, ou même se greffer à des traditions locales, dont seront expurgés les éléments exploitables par la cause ennemie. La mise en valeur des réalisations devra beaucoup au réseau déjà constitué.

22- Les forces de sécurité locales (armée, police) doivent être reproduites sur le modèle de celles de l'ennemi, et non au format de la grande unité de contre-insurrection. Après accord de sa hiérarchie, le commandant de compagnie trouvera intérêt à parrainer et entraîner des unités de supplétifs bien encadrées et contrôlées qui lui permettront de harceler l'adversaire tout en confortant l'esprit d'autodéfense au sein de la population de son secteur.

23- Poursuivre une action civilo-militaire. La contre-insurrection est « un travail social armé ». Protéger la population, identifier un à un ses besoins, améliorer ses conditions de vie, permettent de mobiliser la société et d'y consolider des réseaux relationnels. Cette phase se déroule en partenariat avec les représentants des autres instances ou administrations concernées. Il faut assurer la sécurité de leurs volontaires et fonctionnaires tout en créant un environnement leur permettant d'opérer.

24- Les petits projets valent mieux que les grands. Les projets trop ambitieux, prétendument transposables d'une région à une autre au mépris des conditions locales doivent être écartés au profit de projets peu coûteux et soutenables dans la durée.

25- Combattre la stratégie de l'ennemi et non ses forces. Lorsque l'insurgé aux abois s'efforce par des actions violentes de reconquérir son audience entamée auprès des masses, il faut éviter une confrontation meurtrière qui risque de faire perdre le bénéfice du travail de mobilisation de la population et opposer aux manœuvres de l'ennemi les acquis de la pacification.

26- Construire sa propre solution, n'attaquer l'ennemi que lorsqu'il se présente comme tel. L'approche que le commandant de compagnie a favorisée jusqu'à présent visait davantage à séparer l'ennemi de son environnement, en le privant de ses soutiens dans la population, qu'à chercher la confrontation avec ce dernier. **Vient le moment où il peut être judicieux de négocier le ralliement des insurgés** au nom d'une politique de réconciliation qui sera bien vue par l'opinion. Une défection est meilleure qu'une reddition ; une reddition est meilleure qu'une capture ; une capture est meilleure qu'une mise à mort.

27- Garder secret son plan de retrait. Cela permet de faire en sorte que les alliés locaux demeurent fidèles car ils ne se sentiront pas abandonnés. De même, ne pas donner de date de retrait fixe démoralise l'insurgé, qui sent qu'il devra mener le combat indéfiniment.

28- Quoi que l'on fasse, garder l'initiative. Il faut enfermer l'ennemi dans une posture réactive.

2.2 – David Petraeus, le « général de la dernière chance » à l'épreuve de l'Irak

David Petraeus participe à l'opération « *Iraqi freedom* » à la tête de la 101ème division aéroportée, puis se voit confier la responsabilité de la région de Mossoul. Parvenant à stabiliser cette zone tout en gagnant le respect des élites locales, il supervise par la suite, au Centre d'études interarmes, la rédaction du manuel FM 3-24. Dès 2006, il détaille sa stratégie de stabilisation en 14 points. Comme Kilcullen, Petraeus insiste sur l'importance de **gagner l'appui de la population civile au travers de moyen coercitifs (rétablissement de la sécurité) et non coercitifs (tisser des liens et des réseaux avec les civils sur le théâtre).**

1- **Ne pas essayer de faire soi-même ce qu'on peut faire effectuer par autrui** est une maxime léguée par Lawrence d'Arabie. Dans le contexte de l'Irak en 2006, surtout depuis que le pays a recouvré sa pleine souveraineté (juin 2004) et procédé à des élections générales (30 janvier 2005), ceci vaut habilitation pour les Irakiens à s'auto-administrer avec assistance américaine. Le pays compte des classes moyennes éduquées, de jeunes entrepreneurs, des cadres militaires et des leaders de talent qui connaissent la situation et à qui il faut faire confiance.

2- **Agir promptement, car toute armée de libération a une durée limitée** au delà de laquelle elle se transforme en armée d'occupation. D'emblée, une course contre la montre est engagée. Les Irakiens, vivent dans l'impatience que leurs attentes soient satisfaites sans qu'ils soient davantage redevables à des étrangers de la précarité de leur condition. Il incombe aux Américains d'indemniser les dommages causés pendant les phases de combat (sans oublier les dégâts collatéraux), de rétablir au plus vite les services publics (de l'eau et de l'électricité) et de commencer le processus de reconstruction.

3- **L'argent est le nerf de la guerre.** Il est plus important que les munitions lorsqu'il s'agit de reconstruire un pays. Encore convient-il d'en user promptement et efficacement, par le canal d'organismes qualifiés. Les fonds du *Commander's Emergency Reconstruction Program* (CERP) furent utilement employés à quantité de micro-projets de développement en Irak au printemps et à l'été 2003. Validé et consolidé à l'automne 2003, le concept a été copié en Afghanistan. Un programme comme le CERP doit se voir accorder une grande flexibilité de gestion, afin de s'adapter à l'apparition de nouveaux besoins. En 2005, les missions de formation et d'équipement des forces irakiennes de sécurité ont été financées sur ce mode.

4- **Augmenter le nombre des bénéficiaires de la reconstruction est essentiel au succès** de la contre-insurrection. Plus les Irakiens, y compris les sunnites, se sentiront impliqués dans la réussite du nouvel Irak, plus l'armée américaine sera confortée dans sa mission de pacification. La 101ème Division aéroportée en a montré l'exemple dans la région de Mossoul.

5- **Calculer le rapport coût/avantage avant chaque opération** met à l'abri des déconvenues. Rien n'est plus regrettable que d'alimenter la cause ennemie à cause d'actions inappropriées. L'élimination sans contrecoup fâcheux des fils de Saddam Hussein (Oudaï et Qoussaï) ou les arrestations d'opposants conduites à Mossoul, ont été réussies parce qu'elles ont été des opérations bien évaluées et préparées.

6- **Le renseignement est la clé du succès**. Il n'est pas de répression ni de contre-insurrection victorieuses sans de bons renseignements obtenus de sources humaines, dont le recueil, le recoupement et l'interprétation sont toujours ardus.

7- **Tout le monde doit faire de la reconstruction d'institutions nationales**. Souvent, le personnel des affaires civiles ne suffit pas à la tâche. Il convient de lui détacher, ainsi qu'aux autorités locales, des correspondants provenant de différentes armes ou services (génie, matériel, transmissions, police aux armées, service des essences, service de santé, service des affaires juridiques et jusqu'à l'aumônerie militaire). C'est ainsi que des éléments détachés de la 101ème Division aéroportée ont pu mener à bien les travaux de réhabilitation de l'Université de Mossoul.

8- **Participer à la refonte d'institutions, non seulement d'unités militaires,** vaut pour tous les échelons. Cette observation est directement liée au problème rencontré par le commandement américain lorsqu'il s'est agi de reconstituer les forces irakiennes de sécurité (armée et police). Sans ministères pour les encadrer, ni centres de formation pour les sélectionner et les entraîner, ni argent pour les payer, il y avait peu de chance que les nouvelles unités soient opérationnelles. L'assistance militaire américaine y a pourvu.

9- **Avoir conscience des données culturelles de base** démultiplie les capacités d'agir sur son environnement. L'environnement est humain avant d'être géographique. Le sens commun autant que les nécessités opérationnelles imposent de comprendre une société, son histoire, sa religion, sa culture, avant de prétendre y intervenir afin de conforter les institutions politiques et économiques que les insurgés combattent. Le peuple est d'autant plus enclin à coopérer qu'il est sensible à cet effort d'acclimatation. Dans l'armée américaine, ceux qui ont le mieux réussi à s'attacher les faveurs de la population sont précisément ceux qui avaient appris, sur le tas, à intégrer des éléments de culture Irakienne et à maîtriser des rudiments de la langue arabe.

10- **En contre-insurrection, il faut aller plus loin que les seules opérations cinétiques pour l'emporter**. L'objectif est d'instaurer un climat de confiance politique de nature à diminuer le soutien des populations aux insurgés et à discréditer la cause que ceux-ci défendent. Ceci est d'une plus grande acuité dans les régions à dominante arabe sunnite, qui servent encore de sanctuaires à la rébellion. Dans le cadre défini, l'effort portera aussi bien sur l'économie, l'éducation, les services publics, que sur

l'environnement régional. Le plan de campagne monté en 2005 avec l'ambassade des États-Unis à Bagdad, s'inspirait déjà de cette nécessité d'action politique.

11- **Le succès final dépend des leaders locaux**. Les leaders d'envergure nationale doivent être invités à désarmer leurs milices, à travailler ensemble, à proposer des initiatives à même de satisfaire les revendications de ceux qui se sentent encore des laissés pour compte. Les ministres doivent être incités à l'intégrité et à la bonne gouvernance. Les gouverneurs provinciaux doivent résister à la tentation d'user de leur pouvoir à des fins personnelles. Les membres des forces de sécurité doivent rester hors du champ politique et opposer leur neutralité aux loyautés politiques, ethniques ou tribales.

12- **Le commandant de compagnie ne doit jamais oublier le rôle vital des lieutenants et caporaux**. Il est indispensable que les cadres subalternes soient briefés avant leur déploiement sur zone. Une fois en opérations, il convient de réduire les cas où ils auraient à prendre trop vite des décisions arbitraires. Une garde mal assurée de points de contrôle (« *check points* ») présente souvent ce genre de danger (risque d'ouverture du feu intempestive pour forcer un véhicule suspect à s'arrêter).

13- **Il n'y a pas d'autre option possible que la flexibilité et la capacité d'adaptation des chefs.** En Irak, de jeunes soldats qui avaient reçu peu d'entraînement et de formation ont démontré beaucoup d'initiative, de détermination et de courage.

14- **Un chef n'a pas de tâche plus importante que celle qui consiste à donner le ton.** S'il n'impulse pas à son niveau le volet politique de la contre-insurrection, les subordonnés ne se sentiront pas autant impliqués. Ainsi, des cadres subalternes de la 101ème Division aéroportée n'étaient pas convaincus de la nécessité de sortir de l'approche strictement militaire. Dans un contexte où les erreurs, les frustrations et les pertes s'accumulent, le chef doit aussi veiller au rappel des principes éthiques qui accompagnent les règles d'engagement. Rien n'est plus destructeur que des mauvais traitements infligés à la population et aux prisonniers.

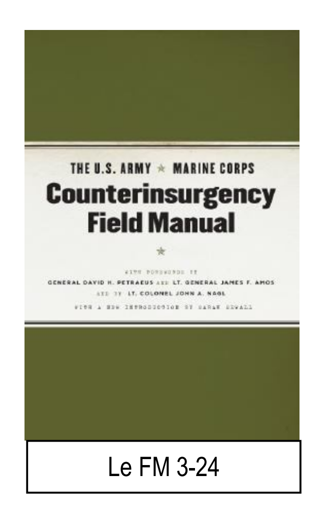
TROISIEME PARTIE
UNE NOUVELLE PENSEE INSPIREE DU PASSE

Chapitre I – Une prise de conscience nécessaire

1.1 – Genèse d'une nouvelle doctrine : du FM 3-24 au « surge » en Irak

Pendant les mois qu'il a passé à la tête du Centre d'études interarmes de Fort Leavenworth, le général Petraeus a joué un rôlet décisif dans l'élaboration d'un ambitieux manuel de contre-insurrection. Commun à l'armée de Terre américaine et aux Marines, sa publication a été révélée le 15 décembre 2006, peu avant la révision de stratégie officiellement débuté le 25 septembre 2006 et qui a débouché en 2007 sur le « *Surge* » avalisé par le président Bush et appliqué par le général en Irak.

Le Manuel de contre-insurrection a reçu une double immatriculation : *FM 3-24* pour l'armée de Terre et *MCWP 3-33.5* pour les Marines. **Il comprend 220 pages et huit chapitres où abondent les analyses historiques, les recommandations pratiques, les typologies d'engagement, les lignes de conduite des opérations** (« *lines of operations* ») **ainsi que les méthodes de planification à mettre en œuvre en situation de COIN. Le FM 3-24 est destiné en priorité aux officiers supérieurs et aux chefs de grandes unités.**



Le FM 3-24

Dès l'introduction, le document note que *« les insurgés les plus efficaces s'adaptent rapidement aux circonstances et savent maîtriser avec subtilité les outils que procure la révolution de l'information, dans le but de magnifier leurs actions subversives. Pour autant, l'armée de Terre américaine et les Marines, en axant leur effort sur la sécurisation et le soutien aux populations locales, tout en s'efforçant de manière concertée à tirer les enseignements du terrain, peuvent défaire leurs ennemis insurgés. »*

Outre le *Lieutenant-General* David Petraeus et le *Lieutenant-General* James Amos, du corps des Marines, l'exercice de conception du *FM 3-24* a réuni sous l'autorité du *Major General* Peter Pace, Président du Comité des Chefs d'état-major (CJCS), quelques uns des officiers américains les plus brillants et les plus innovants de leur génération comme le colonel H.R. McMaster[34], à la tête du 3ème Régiment de cavalerie blindée en Irak (dont l'opération de contre-insurrection réussie, à Tall Afar en 2005, est considérée comme un cas d'école), le colonel Peter R. Mansoor, directeur du Centre de contre-insurrection (*United States Army and Marine Corps Counterinsurgency Center*) de Fort Leavenworth (qui combattit les milices de l'Armée du Mahdi à Kerbala en 2004), ou le colonel Thomas Greenwood, directeur du Cours supérieur d'état-major des Marines (qui supervisa l'entraînement de forces irakiennes de sécurité à Anbar). Ils composent le groupe des « Petraeus Guys ».

Ces mêmes officiers, contre l'avis des généraux « sortants » George Casey Jr. et John Abizaid, ont aidé à élaborer au début de 2007 le Plan de sécurité pour Bagdad dont avait besoin le général Petraeus

[34] En 1997, l'intéressé avait publié chez Harper-Collins sa thèse intitulée *Dereliction of Duty: Lyndon Johnson, Robert McNamara, the Joint Chiefs of Staff and the Lies that Led to Vietnam* dans laquelle il tirait des conclusions sur le fiasco viêt-namien très proches de celles de David Petraeus.

pour mener à bien sa mission « de la dernière chance ». **Ce plan, largement inspiré par les doctrines de la contre-insurrection, visait à interdire la région de la capitale irakienne aux factions rebelles et à y rétablir un semblant d'ordre par des mesures de quadrillage, de bouclage d'îlots et des contrôles d'identité.**
Mieux, le Plan de sécurité pour Bagdad a servi de levier au général Petraeus pour obtenir du Congrès américain l'envoi des renforts (30 000 hommes) qu'il réclamait pour mener à bien sa stratégie contre-insurrectionnelle d'ensemble. Celle-ci n'avait d'autre objectif que de concourir à sécuriser les populations et à renforcer temporairement les capacités de l'administration et de l'armée irakiennes, en concentrant tous les moyens sur la lutte contre les terroristes d'Al Qaïda. **Effectuant une distinction entre jihadistes « réconciliables »** (ceux des milices islamo-nationalistes) **et « irréconciliables »** (ceux d'Al Qaïda)**, le général Petraeus a assumé la politique de réintégration des rebelles sunnites, quand bien même ceux-ci « aient eu du sang américain sur les mains »**[35].

Son approche d'opportunisme constructif a porté ses fruits (diminution des incidents de sécurité). **Connue sous le nom de « *Surge* », cette stratégie de contre-insurrection peut être qualifiée de retardatrice, dans la mesure où elle s'inscrit dans une perspective clairement annoncée « d'irakisation de la guerre », autrement dit de réconciliation nationale et d'inéluctable rétrocession aux irakiens de leur souveraineté**. Réaliste, le général Petraeus n'a jamais cru possible de remporter une « victoire » militaire en Irak. Il s'est attaché à ne pas perdre, considérant comme satisfaisante l'émergence *« d'un Irak en paix avec lui-même et ses voisins, réinséré dans la communauté internationale, libéré de la pression des jihadistes étrangers et doté d'un gouvernement représentatif, responsable devant ses concitoyens ».*

1.2 – Les principes de base de la doctrine de contre-insurrection américaine

La Contre-insurrection (COIN) inclut des composantes offensives, défensives et de stabilisation. **Cela implique que les soldats et les *marines* engagés sachent aussi bien « se battre que construire »**. Les proportions respectives entre défense, attaque et stabilisation, ainsi que le temps et les ressources nécessaires dépendent de la situation et de la mission. La plupart du temps, la COIN fait face à une minorité active opposée au gouvernement qui tente de rallier une vaste majorité d'indécis et de neutraliser la minorité loyale au gouvernement. **Pour l'emporter, ce dernier doit affirmer sa légitimité auprès de cette majorité.**

1.2.1 Principes historiques de la COIN :

La légitimité, objectif principal : **Le principal objectif de la COIN est de rendre le gouvernement légitime aux yeux du peuple dont l'écrasante majorité doit lui obéir par consentement et non par contrainte.** Il existe différentes sources de légitimité : démocratique, religieuse, ou simplement la capacité à assurer un minimum de sécurité. **Le FM 3-24 met en évidence six indicateurs de légitimité :**

- l'aptitude à assurer la sécurité de la population ;
- le choix des dirigeants à intervalles et par des modes de désignation convenables pour une grande majorité de la population ;

[35] Extrait de la conférence du général Petraeus au Collège Interarmées de Défense (CID), le 25 septembre 2008.

- un haut niveau de participation ou d'acceptation populaire des processus politiques ;
- un niveau de corruption jugé acceptable par la population locale ;
- un degré de développement politique, économique et social jugé acceptable par la population locale ;
- l'acceptation du régime par l'essentiel des institutions sociales significatives.

Il est vital que le commandant évalue d'abord ce que la population locale entend par un gouvernement juste et légitime. **La notion de légitimité peut en effet varier d'une culture à l'autre.**
L'existence d'un véritable état de droit (défini comme la soumission du gouvernement à des règles légales préexistantes et impersonnelles) est un atout pour garantir une légitimité solide et profondément ancrée car **l'action coercitive ne peut suffire à rétablir la légitimité. Il faut mettre en œuvre tous les instruments de la puissance publique.**

L'unité dans l'effort est essentielle : Un commandement unifié est aujourd'hui rarement possible, d'autant plus que certains acteurs impliqués d'une manière ou d'une autre dans la contre-insurrection et la stabilisation revendiquent leur indépendance et refusent donc d'apparaître comme liés aux forces de l'ordre (en particuliers ONGs et OIGs[36]). Il faut cependant viser **la cohérence des messages et la convergence des buts** entre acteurs de la stabilisation, qu'ils soient nationaux ou internationaux, étatiques ou non.

Le politique prime sur le reste : **Les opérations militaires doivent donc être conçues en ayant à l'esprit leurs répercussions politiques**. Cela implique que des leaders politiques et diplomatiques participent activement à la conduite (de la conception à l'exécution) des opérations.

Les forces de contre-insurrection doivent comprendre leur environnement : Les troupes doivent connaître la société et la culture au sein desquelles elles opèrent (comme l'organisation des groupes sociaux, ethniques ou culturels et leurs interactions, les idéologies et valeurs qui les structurent, et le système de pouvoir local). En règle générale, les insurgés auxquels font face les troupes américaines connaissent le terrain physique et humain. Pour contrebalancer cet avantage décisif, les forces de COIN doivent acquérir une vision claire du conflit, de sa nature et de ses causes, mais aussi de l'insurrection, de ses motivations, de ses forces et de ses faiblesses. Connaître les acteurs tiers opérant dans la zone de déploiement et maîtriser la langue du pays est également indispensable. **Il faut avant tout connaître l'ennemi et son environnement.**

Le renseignement guide les opérations : Sans renseignement, les forces conventionnelles dépensent inutilement du temps et des ressources dans des opérations inutiles, parfois mêmes contre-productives car elles provoquent des dégâts collatéraux. À l'inverse, des unités bien renseignées peuvent conduire des opérations bien planifiées et neutraliser les insurgés sans pertes inutiles. **En COIN, le renseignement de contact fournit l'essentiel des informations** et concerne tous les acteurs impliqués dans la stabilisation, pas seulement les forces armées. **Un cycle se développe dans lequel les opérations fournissent des informations qui à leur tour suscitent des opérations.** Enfin, il est nécessaire de **disséminer l'information jusqu'aux plus petits échelons.**

[36] Organisations Non Gouvernementales et Organisations Inter-Gouvernementales qui mettent en avant leur neutralité.

Les insurgés doivent être isolés de leur cause et de leurs soutiens : Il est généralement plus facile et moins risqué d'isoler l'insurrection et de la laisser dépérir plutôt que de traquer et d'éliminer ses membres un par un (ce qui peut provoquer des désirs de vengeance chez leurs proches). Le principal atout d'une insurrection est sa capacité à reconstituer rapidement ses forces. **Il faut donc couper la source de ce pouvoir de récupération en séparant les insurgés de leurs soutiens par des mesures politiques** (satisfaire une revendication répandue), **coercitives** (contrôle de la population ou des frontières) **et législatives** (interrompre les flux financiers à destination de l'insurrection)**.** À terme, la population apporte son concours à l'action du gouvernement, délégitime l'insurrection et permet une victoire définitive.

La sécurité dans le cadre de l'état de droit est essentielle : Le rétablissement de la sécurité au profit de la population permet de juguler le désordre et de mettre en place des réformes de fond pour vaincre l'insurrection. **C'est la pierre angulaire de tout effort de contre-insurrection**. Il est important que les insurgés soient perçus comme des criminels par la majorité des citoyens. Pour ce faire, **il faut veiller à transférer dès que possible la responsabilité de la sécurité aux autorités civiles et aux forces nationales (police et armée) tout en veillant à ce que la loi qui caractérise les insurgés comme criminels coïncide avec les valeurs de la société en question.** Cela renforce la légitimité du gouvernement local. Les forces de sécurité doivent éviter de commettre des actions illégitimes (usage excessif ou abusif de la force) car elles sont contre-productives et affaiblissent le gouvernement. Les violations des droits de l'homme sont rapidement connues de la population locale et de l'opinion publique mondiale. **Il est aussi important de garder une trace de toutes les actions que l'on peut éventuellement produire ultérieurement devant un tribunal ou utiliser pour déjouer la propagande adverse.**

Les contre-insurgés doivent se préparer à un engagement sur le long terme : Une insurrection est par nature longue. La combattre demande beaucoup de temps et de moyens. La population, centre de gravité du conflit, ne prend parti pour le gouvernement que si elle est persuadée qu'il a les moyens, l'endurance et la volonté de vaincre. Parfois, le soutien des États-Unis est crucial pour permettre au gouvernement-hôte de persuader la population qu'il restera au pouvoir quoiqu'il arrive. **Il faut donc la convaincre que les pertes n'entameront pas la détermination américaine à vaincre l'insurrection.** Les forces des USA doivent également être prêtes à un effort dans la durée, ce qui implique **d'adapter les structures de commandement et de soutien aux opérations longues.** Enfin, même si les forces étrangères sont appelées à se retirer dès que possible, les États-Unis doivent continuer d'apporter leur soutien aux autorités locales pendant longtemps. Au niveau stratégique, le commandant doit s'assurer que ni le message ni les actions de la force ne sapent le soutien de l'opinion publique nationale aux opérations de stabilisation.

1.2.2 Principes contemporains de la COIN :

Gérer l'information et les attentes : En maniant habilement l'information, les contre-insurgés peuvent créer des attentes raisonnables au sein de la population et mettre régulièrement en avant les progrès constants vers leur satisfaction. Cela permet à la Force de ne pas être d'emblée considérée comme une armée d'occupation. Générer des attentes raisonnables est crucial, car la population tend à espérer

monts et merveilles des États-Unis en raison du « syndrome de l'homme sur la Lune[37] ». **Une population déçue peut se retourner contre la Force alors qu'elle lui sera favorable si ses conditions de vie progressent conformément à ses espérances**. Enfin, les contre-insurgés doivent tenir un discours cohérent et éviter le double langage qui finit tôt ou tard par être mis à jour.
Faire un usage approprié de la force : **Tout usage de la force provoque des réactions** chez la population (action réciproque). Une opération brutale qui occasionne de nombreux dégâts collatéraux est contre productive si elle entraîne le recrutement de cinquante nouveaux insurgés en en tuant cinq. Les procédures d'escalade de la force (*Escalation of force*) en vigueur au sein des forces armées américaines permettent d'en limiter l'usage excessif sans toutefois mettre en danger la sécurité des forces. Enfin, **l'usage de la force sera davantage accepté par la population locale s'il est le fait de forces nationales plutôt que de troupes étrangères.**

Apprendre et s'adapter : L'insurgé change rapidement de modes opératoires, contraignant les forces régulières à une adaptation permanente. **Les unités doivent être capables d'observer, d'apprendre et d'évoluer par elles-mêmes en fonction de leur expérience.** Le commandement doit s'assurer que ses directives allant dans ce sens sont bien appliquées et que l'information sur les bonnes pratiques en COIN circule bien entre les unités.

Donner des responsabilités aux plus bas échelons : Les opérations de contre-insurrection exigent que les subordonnés réagissent vite et bien car le temps manque souvent pour demander des ordres d'un supérieur. **Le commandant doit laisser à ses subordonnés la responsabilité de choisir les modalités précises d'exécution du plan. Ils doivent donc être tenus au courant du plan d'ensemble et de l'objectif poursuivi pour agir de manière appropriée.**

Soutenir le gouvernement local : L'objectif d'une campagne de contre-insurrection est de laisser un gouvernement local stable et autonome. **Les dirigeants locaux doivent donc accepter les responsabilités.** Les troupes étrangères doivent transférer la gestion de la sécurité aux forces nationales le plus tôt possible sans que cela ne compromette gravement la stabilité du pays.



Source : www.arcent.army.mil

[37] Les populations locales tendent à croire qu'un pays qui a réussi l'exploit d'envoyer un homme sur la Lune peut très rapidement améliorer leurs conditions de vie en restaurant les services et infrastructures basiques. Tout retard est perçu comme un signe évident de mauvaise volonté.

1.3 – La doctrine américaine au contact du terrain

En sa qualité de commandant en chef des forces de la Coalition en Irak, le général Petraeus a été chargé d'appliquer la doctrine qu'il a lui-même contribué à formuler. Les 25 articles qui suivent, diffusés en 2008, sont les grandes idées qui doivent guider l'action des commandants d'unité en Iraq.

1- **Sécuriser et servir la population locale.** Cela doit être **le but principal d'une force de contre-insurrection en prise avec le « terrain humain »**. Le peuple irakien est le « terrain » décisif. Restaurer la sécurité au quotidien, respecter les gens, gagner leur soutien, faciliter l'établissement d'une gouvernance locale, remettre en état les services publics de base et revitaliser le tissu économique local s'obtient en collaborant avec les partenaires irakiens.

2- **Vivre au sein des populations.** La force régulière doit être visible et présente **pour rassurer les civils et défaire les insurgé**s. On ne peut faire la guerre à distance. Il faut installer des postes militaires (postes mixtes de sécurité, avant-postes de combat, bases de patrouilles) au cœur des zones à sécuriser.

3- **Tenir les zones débarrassées des insurgés.** Avant d'entamer les opérations de ratissage, il faut savoir comment tenir la zone une fois celles-ci terminées. **La population doit être persuadée que ni la Coalition ni les forces irakiennes ne les abandonneront aux représailles des insurgés**. Lorsque les troupes de la Coalition entament leur **retrait, celui-ci doit être graduel**. La passation de témoin aux autorités iraquiennes doit également être progressive. Après transfert de responsabilités aux forces locales, il faut continuer à observer la situation.

4- **Pourchasser l'ennemi sans relâche**. Ce dernier ne doit profiter d'aucun sanctuaire. L'identification et la traque des militants d'Al Qaïda en Irak et des autres éléments extrémistes doivent être menées avec ténacité. Il faut dénier à l'ennemi sa capacité à conduire des opérations planifiées ou à disparaître et le contraindre à adopter une posture réactive.

5- **Privilégier une approche multilatérale pour isoler et détruire l'insurrection**. Les forces de contre-insurrection ne peuvent à elles seules défaire les militants d'Al Qaïda et les autres extrémistes. **Le succès exige une approche globale qui utilise tous les moyens militaires et non militaires** (« cinétiques » et « non cinétiques ») à disposition. Cela revient à combiner les forces conventionnelles et les forces spéciales, tant de la Coalition que de l'armée irakienne, les supplétifs (« *Sons of Irak* ») et tous les autres multiplicateurs d'efficacité non militaires disponibles, conformément à la stratégie visant à asphyxier l'ennemi (« une stratégie de l'anaconda »).

6- **Générer une unité dans l'effort.** La coordination des opérations et des initiatives entre diplomates, agences multilatérales, partenaires gouvernementaux locaux et ONG, permet de s'assurer que tout le monde travaille à l'objectif commun.

7- **Diviser l'insurrection en réintégrant certains rebelles par une politique de réconciliation nationale.** Cela implique de circonscrire le noyau dur de l'insurrection salafiste jihadiste (incarnée par Al Qaïda) et d'en frapper les chefs. Ceci s'effectue par des opérations de renseignement, de contrôle des populations, d'information, de force (actions « cinétiques ») et des initiatives politiques. Les autres insurgés ont vocation à être réintégrés par une politique de cooptation et de réconciliation nationale. Il faut s'acharner à faire des réconciliables une partie de la solution, alors même que l'on identifie, pourchasse, tue, capture ou déloge les irréconciliables.

8- **Démanteler le réseau, plutôt que se limiter à contre-attaquer,** suppose de **conduire un véritable travail d'investigation policière** (comme sur la scène d'un attentat après une explosion). Il faut mettre à profit le renseignement pour identifier le réseau qui se dissimule derrière une attaque, poursuivre ses chefs, ses artificiers, ses financiers, ses soutiens et ses opérationnels.

9- **Renforcer la légitimité du partenaire irakien. Il faut encourager sa prise de responsabilités et ses initiatives**, reconnaître que son succès est celui de la Coalition. Le partenariat doit être recherché dans toute action et spécialement au niveau local, en vue de soutenir la sécurité, la gouvernance, la renaissance économique et la fourniture des services publics de base... Un juste équilibre doit être trouvé entre le commandement assumé par la Coalition et la légitimation encouragée des autorités irakiennes. La perception de cette légitimité, par la population irakienne, est essentielle au succès.

10- **Toujours se battre dans la catégorie supérieure.** Il s'acharner à être plus fort qu'on ne l'est en réalité, quitte à recourir à des supplétifs locaux aussi bien pour des missions d'ordre sécuritaire que des tâches de soutien.

11- **Utiliser l'argent comme munition si nécessaire**. Il faut hiérarchiser les priorités, faire en sorte que chaque dollar dépensé le soit efficacement, et s'assurer que des activités contractualisées puissent soutenir l'effort de sécurisation, grâce au **recrutement de locaux partout où cela est possible**. Un fonds d'égalisation gagnera à être institué, lorsque cela est possible, pour encourager l'investissement et l'engagement des irakiens en faveur de la cause commune.

12- **Se battre pour du renseignement exploitable.** Il faut saisir la situation locale dans toute ses nuances et analyser le renseignement recueilli, le partager, en rechercher davantage. Chaque patrouille devrait avoir pour mission d'augmenter le degré de compréhension de la zone où elle opère, ainsi que de celle où opère l'ennemi. Il est moins important d'accumuler des informations que de les partager. **Il faut agir selon le principe du « besoin d'en partager » davantage que sur celui du « besoin d'en connaître »**. La dissémination du renseignement à ceux qui peuvent le mieux en profiter doit être faite le plus tôt possible.

13- **Se mouvoir en véhicule, travailler à pied**. Patrouiller à pied est une recommandation évidente **pour qui veut gagner la confiance des habitants**. On recueille plus aisément du renseignement de source humaine, en tête à tête avec les gens, qu'à travers la vitre blindée d'un transport militaire.

14- **Comprendre son environnement.** Il faut cartographier le « terrain » humain, l'étudier en détail, comprendre la culture et l'histoire locales, connaître les tribus, autant que les personnalités influentes (officiellement ou non), les types de gouvernement, les données religieuses et les structures de forces, tout cela participe d'un processus cognitif. Ceci permet de comprendre comment les systèmes locaux (de gouvernement, de fourniture des services publics, de maintenance des infrastructures, de la vie économique) fonctionnent, en théorie comme en pratique.

15- **Construire des relations interpersonnelles** est consubstantiel à une action de contre-insurrection. Il faut **nouer des alliances avec les leaders locaux**, les cheikhs tribaux, les officiels, les chefs religieux ou encore les partenaires multilatéraux.

16- **Envisager des solutions durables** suppose de construire des mécanismes par lesquels les Forces irakiennes de sécurité, les chefs communautaires et les irakiens pourront assurer la sécurité des zones débarrassées de l'insurrection et administrer correctement leur territoire alors que la Coalition se redéploie. Il faut arriver à comprendre les systèmes irakiens et aider les irakiens à les faire fonctionner.

17- **La rétrocession de territoires ou de compétences aux autorités locales doit être conditionnelle, de sorte que la transition s'effectue au bon rythme.** Il faut compiler toutes les informations qui seront utiles au successeur le jour de la passation de commandement. Dès avant sa prise de responsabilités, le successeur doit pouvoir se faire communiquer électroniquement les données recueillies au quotidien. Les planificateurs et les analystes du renseignement doivent être sollicités à temps. Pendant la transition, il faut poursuivre les opérations de contre-insurrection et ne pas laisser à l'ennemi le temps de se réorganiser.

18- **Gérer les attentes.** Il faut **éviter le triomphalisme**, et mettre l'accent sur le chemin parcouru tout en gardant à l'esprit les obstacles encore debout. Les partenaires de la Coalition et **les hommes de troupe doivent en savoir autant que possible sur la situation** et être conscients que la contre-insurrection doit relever des défis innombrables, que l'ennemi est opportuniste, que les progrès sont toujours lents à obtenir.

19- **Etre le premier à délivrer aux médias la vérité**. Cela suppose de transmettre une information exacte aussi vite que possible au commandement, aux leaders irakiens alliés et à la presse. Les insurgés, les extrémistes, les criminels ne doivent pas « faire la une ». Il faut désamorcer les rumeurs. L'intégrité est une vertu essentielle de ce combat. Les échecs et les revers doivent être reconnus, pour aussitôt en tirer des enseignements et dire comment ils seront corrigés. La presse, autant que l'armée, doit être tenue pour responsable de la validité de l'information qu'elle colporte. Il faut **éviter de biaiser l'information et laisser les faits parler d'eux-mêmes**. La désinformation de l'ennemi doit être retournée contre lui (ses messages défaitistes, son idéologie extrémiste, ses pratiques oppressives, sa violence aveugle).

20- **Mener sans relâche une guerre de l'information.** Il faut bien comprendre que le combat pour la légitimité sera gagné ou perdu selon la perception qu'aura le peuple irakien des opérations en cours. Chaque action de la Coalition ou de l'ennemi a des implications sur la scène publique. Il faut aussi développer et cultiver un récit (« narrative ») qui marche et répercute à la maison des thèmes mobilisateurs, à travers les différents types de médias.

21- **Vivre ses valeurs.** Bien qu'il faille évidemment tuer ou capturer les insurgés, **la violence gratuite doit être proscrite**. La force doit promouvoir un modèle de société démocratique et refuser de commettre des actions sordides ou dégradantes (Abou Ghraib). Il n'y a pas d'entreprise plus difficile que la contre-insurrection. C'est souvent brutal, physiquement exigeant et particulièrement frustrant. Chacun peut faire l'expérience de moments de colère, mais il ne faut jamais céder à une impulsion négative ni la tolérer chez autrui.

22- **Conserver l'initiative.** En l'absence de guides de conduite ou d'ordres clairs, il s'agit de pouvoir déterminer ce qu'ils devraient être et de les exécuter avec aplomb. Le haut commandement pourra avoir une vision générale, fixer des limites « droite et gauche », mais il incombera à tous les échelons tactiques de transcrire les « grandes idées » de la hiérarchie en actions spécifiques.

23- **Confier des responsabilités aux subordonnés.** Il faut pour cela disposer des ressources humaines aptes à conduire ce type d'action décentralisée. **Il faut aussi raccourcir les chaînes par lesquelles transitent les comptes-rendus**, identifier le niveau où seraient naturellement planifiées et réalisées les affectations (en ressources et en personnel) et descendre de trois échelons, au lieu des deux habituellement retenus dans la plupart des opérations de combat.

24- **Il faut être préparé à se ménager et à exploiter toutes les opportunités** (comme le disait Sénèque, « la chance est ce qui arrive quand la préparation rencontre l'opportunité »), et développer des concepts - tels que ceux de réconciliables et d'irréconciliables pour anticiper de possibles opportunités, et se tenir prêt à les saisir si besoin.

25- **Apprendre et s'adapter**. Telle est la tâche du contre-insurgé au quotidien. Il faut continuellement prendre la mesure de la situation et ajuster la tactique, la politique et les programmes. Partager les bonnes idées, éviter l'autosatisfaction, et ne jamais oublier que ce qui marche ici et maintenant ne fonctionnera pas forcément à l'identique demain ou ailleurs. Il faut se battre pour que les unités militaires soient des organisations « cognitives », qui apprennent par l'expérience (*learning organizations*). **En contre-insurrection, le camp qui apprend et s'adapte le plus acquiert un avantage décisif.**

Chapitre II – Les principes fondamentaux de la nouvelle pensée américaine

Les stratèges américains du Pentagone et de la CIA qui ont relu David Galula, recyclé les théories classiques avec David Kilcullen et adopté un nouveau manuel de contre-insurrection sous l'impulsion de David Petraeus disposaient au début de l'année 2007 d'un corps de doctrine, reformulé et opérationnel qui ne demandait qu'à être mis en pratique. Dès le mois de juin 2007, l'Opération *Phantom Thunder* illustre l'application en Irak des préceptes de la contre-insurrection repris par le général Petraeus. Au cours de ces manœuvres, la Coalition a délogé Al Qaïda de ses bases d'opérations dans la périphérie de Bagdad en s'appuyant sur les renseignements collectés auprès de factions sunnites ralliées.

2.1 – L'indispensable corrélation entre actions civiles et militaires



Source : www.forces.gc.ca

Première évidence, l'action militaire ne suffit pas pour l'emporter dans une guerre révolutionnaire[38]. Le parti des insurgés mise sur les frustrations de communautés ou de régions entières pour forcer celles-ci (par la contrainte physique et la pression idéologique) à s'engager dans la lutte armée et à s'emparer du pouvoir sur tout ou partie du territoire. Le parti des contre-insurgés, qu'ils soient autochtones ou venus du dehors prêter main forte au régime contesté, n'a d'autre souci que de rétablir l'ordre en réduisant les bandes armées et en les isolant de la population. **Ce principe figure en toutes lettres dans le nouveau manuel de contre-insurrection américain ou FM 3-24.**

Pour persuader le peuple que le gouvernement est incapable d'assumer son rôle de protecteur, les insurgés ou les terroristes procèdent à des attentats symboliques contre ses représentants civils et militaires (comme c'est le cas des groupes armés en Afghanistan). Ils iront jusqu'à monter les communautés les unes contre les autres (comme c'est le cas des sunnites et des chiites en Irak), s'ils estiment opportun de provoquer une guerre civile.

À l'encontre de ces menées, **la population doit être considérée comme l'objectif** (le bénéficiaire ultime), **et non la cible, des opérations de pacification.** En ce sens, pour paraphraser Carl Von Clausewitz, **« la guerre irrégulière est la poursuite de la politique, avec les mêmes moyens ».**

Comme cela a été tenté au Viêt-Nam[39], **la contre-guérilla peut être conduite par des unités dédiées.** Dans son schéma classique exposé en 1964 David Galula recommande d'abord l'expulsion des forces

[38] Au projet politico-religieux d'Al Qaïda (défense du Dar-ul-Islam, renversement des régimes arabes honnis, stratégie périphérique de confrontation avec l'Occident), se sont greffées des motivations révolutionnaires comparables, sur de nombreux points, aux discours subversifs de groupes anarchistes ou altermondialistes.

[39] Au Viêt-Nam, malgré leur défaite finale, les États-Unis, entre 1968 et 1972, ont réussi à mener au moins deux volets d'une politique de contre-insurrection : la liquidation physique d'une importante partie des cadres du Front National de Libération, au cours de la très dure opération *Phœnix* (passage au peigne fin, village par

insurrectionnelles puis le déploiement au contact des populations d'unités statiques qui protègent et contrôlent le terrain reconquis.

Galula applique le principe de la « tâche d'huile », déjà expérimenté aux colonies par les futurs maréchaux Gallieni et Lyautey[40]. Il préconise par la suite la destruction des cellules politiques ennemies et leur remplacement par une structure politique issue d'élections libres. Ces élections doivent porter au pouvoir des dirigeants qu'il faut mettre à l'épreuve avant de leur confier la construction de partis politiques légitimes auprès de la population et œuvrer à la stabilisation du pays concerné.

Boucler un territoire, mener des opérations de police et décapiter la rébellion ne suffit pas à remporter la victoire. **Sans la mobilisation des populations, l'entreprise de contre-insurrection est vouée à l'échec.** L'adhésion du peuple est toujours conditionnelle ; elle s'obtient par l'effet d'entraînement d'une minorité active et la concentration de beaucoup d'efforts et de moyens. Telles sont les principales « lois » de la doctrine de David Galula.

L'action psychologique appuyée par la propagande et le renseignement politique a un rôle essentiel dans la conquête du soutien populaire. Les troupes en opération doivent user de tact et de fermeté. Il est illusoire de croire, surtout si elles sont d'origine étrangère, qu'elles se feront aimer des populations civiles. Au moins, par leur comportement au quotidien, leur prise en compte des coutumes, leur écoute des besoins, leur engagement concret dans la construction d'infrastructures, parviendront-elles à se faire respecter. **Il faut comme le disait Machiavel, à défaut d'être aimé, prendre garde à ne point susciter la haine.**

David Kilcullen note comme son prédécesseur David Galula **que les contre-insurgés ont intérêt, en terre d'Islam, à gagner à leur cause, non les jeunes, mais les femmes en quête d'émancipation.**

David Kilcullen est celui qui a le mieux défini ce que recouvrait, véritablement, l'expression « gagner les esprits et les cœurs » : **gagner les esprits signifie que les populations ont la certitude d'être protégées ; gagner les cœurs, que la satisfaction de leurs attentes réside dans le succès même des contre-insurgés.**

2.2 – La guerre asymétrique, une guerre longue

Le déclenchement par le parti rebelle de ses activités d'insurrection ou de guérilla détermine le caractère asymétrique que prend aussitôt la confrontation avec les autorités en place. **Cette asymétrie prolonge le conflit en lui impulsant une dynamique propre.**

En effet, selon la doctrine américaine classique, l'insurgé impose au contre-insurgé ses modalités d'action et de réaction. **Comparé aux ressources** (politiques, administratives, économiques et militaires) **que réunit l'appareil régalien dont il conteste la légitimité, l'insurgé ne mobilise qu'un**

village, des zones « pourries »), et la promotion économique de couches urbaines. Elles étaient d'autant plus susceptibles de s'opposer à la mainmise des communistes sur le pays qu'elles avaient à y perdre leur nouveau statut.

[40] Gallieni (1849-1916) pacifia et organisa Madagascar (1896-1905). Lyautey (1854-1934), son collaborateur au Tonkin et à Madagascar (1894-1897), créa le protectorat français au Maroc (1912-1925).

modeste capital de départ. Ses effectifs, son armement, ses moyens financiers, sont faibles. **Tout son espoir est placé dans la cause séduisante qu'il défend, dans l'environnement géographique favorable où il va opérer, et dans les éventuels soutiens qu'il reçoit de l'extérieur** (d'où l'importance de pouvoir disposer d'un sanctuaire).

Le régime en place, la puissance occupante ou l'acteur qui contrôle effectivement le terrain, détenteur des attributs du pouvoir, reconnu souverain à l'étranger si c'est un État, a une obligation de maintenir l'ordre, ou du moins de préserver le *statu quo*. **Son capital de départ est élevé, mais ses engagements sont coûteux** (en termes budgétaires, de déploiement sur le terrain – ne serait-ce que pour protéger chaque point sensible –, comme en termes d'image).

L'insurgé, fluide, mobile, insaisissable[41], est jugé à ce qu'il promet ; le contre-insurgé, adossé à un appareil lourd, bureaucratique, rigide, à ce qu'il fait. Leur lutte de longue haleine pour attirer et mobiliser la population tient en cette asymétrie. Si, comme le croit le général britannique Sir Rupert Smith[42], la guerre actuelle se joue « dans le sein des populations locales », elle a aussi pour centre de gravité les opinions publiques de tous les acteurs impliqués.

La supériorité matérielle du contre-insurgé peut être contrebalancée par la résolution du terroriste ou de l'insurgé, pour qui le temps joue. L'insurrection et la contre-insurrection obéissent à des phases de préparation, d'intervention armée, de temporisation, de conscientisation des masses, d'investissement politique, etc. La bonne séquence déterminera l'issue du conflit. La guerre révolutionnaire restera non conventionnelle jusqu'à la fin. Les partisans de l'insurrection ont intérêt au pourrissement de la situation et à la délégitimation progressive du pouvoir, inéluctables dans la durée.

Au contraire, les tenants du pouvoir ont comme objectif de remporter un succès psychologique rapide qui enraye la spirale de contestation de la légitimité de l'État et empêche le ralliement à la rébellion. S'ils brûlent les étapes que préconise la doctrine ou bien oublient de mettre en œuvre certains de ses fondamentaux, les contre-insurgés courent à un échec certain.

L'Irak et l'Afghanistan illustrent ces affirmations. En 2003, l'opération *Iraki Freedom* a été décidée avec la conviction que la guerre serait courte et la transition facile. L'accumulation des erreurs (impréparation de l'après-guerre, refus arrogant de Donald Rumsfeld d'augmenter les troupes, faiblesse notoire du renseignement, méconnaissance culturelle du terrain, carences graves dans la reconstruction, scandales des humiliations sexuelles de la prison d'Abou Ghraib[43]), a entraîné une grave détérioration de la situation. Le volet politique de la contre-insurrection avait alors été omis.

De même, deux ans après l'intervention de la Coalition en Afghanistan, l'institution d'équipes civilo-militaires (*Provincial Reconstruction Teams*, PRTs[44]) était supposée coordonner l'action de réhabilitation des infrastructures et de redémarrage de la vie économique avec les opérations de combat. Mais les projets de reconstruction montés par des nations-pilotes aux moyens, mandats et

41 Les guérilleros évitent la confrontation directe, et préfèrent habituellement les actions de « hit and run ».
42 Auteur de *The Utility of Force. The Art of War in the Modern World* (2005).
43 Bilan à charge de Gérard Chaliand dans *L'Amérique en guerre (opus cit.)*.
44 Assez semblables dans leur principe aux Sections Administratives Spéciales (SAS) de la guerre d'Algérie.

« caveats » (restrictions posées par un pays à l'emploi de ses forces militaires) dissemblables ont tardé à prendre un caractère visible aux yeux des populations[45].

Toujours en Afghanistan, les accords de Moussa Qala signés à la fin du mois de septembre 2006 entre les Britanniques et les notables tribaux de la province d'Helmand s'apparentaient à un volet politique de contre-insurrection : s'appuyer sur les autonomies locales pour parer un retour d'insurgés taliban. Ils ont eu l'effet inverse à celui escompté. **Les districts évacués par les troupes britanniques ont été aussitôt réinvestis ou revendiqués par l'ennemi. Les Britanniques sont allés trop loin, trop vite.** Ils ont, en outre, mécontenté le gouvernement central du président Hamed Karzaï en tentant des négociations séparées avec des Taliban[46].

Le facteur temps finit par transformer une force d'intervention en armée d'occupation et une guérilla étique en mouvement de fond.

2.3 – La faculté d'adaptation des forces et des esprits, un atout décisif

Il n'est guère de conflit où la faculté d'initiative et d'adaptation soit plus vitale que dans une guerre irrégulière. Le Français Galula, l'Australien Kilcullen et l'Américain Petraeus savent qu'il est essentiel de comprendre la nature particulière de la guerre qu'induit la posture de l'insurgé. Dans l'idéal, le contre-insurgé américain recevra une instruction théorique au Centre de Fort Leavenworth comme avant lui ses devanciers au Viêt-Nam avaient été formés au Centre d'études des opérations spéciales de Fort Bragg. **En réalité, le commandant de compagnie doit lui-même s'acclimater au terrain, trouver des conseillers et briefer ses subordonnés.**

En conclusion de son livre *L'Amérique en guerre, Irak-Afghanistan*, Gérard Chaliand rappelle *« qu'il faut des cadres militaires et politiques intelligents, au fait, adaptables, capables de prendre des décisions, des troupes spéciales motivées qui restent suffisamment longtemps pour se familiariser avec l'environnement, la culture locale, pour savoir qu'on ne pourra jamais oublier ce terrain-là, pour le meilleur et pour le pire. On ne fait pas ce travail avec des appelés ni même avec des engagés circonstanciels ».*

Comme le notait David Galula en 1964, le contre-insurgé doit se préparer à occuper une multitude d'emplois sortant du cadre strictement militaire, dès lors qu'est engagée la phase politico-humanitaire d'un plan de pacification. Aussi la sélection des personnels appelés à superviser des tâches civilo-militaires en liaison avec les populations doit-elle être un des principaux soucis du commandement qui se réserve la planification, la coordination et le contrôle des actions à entreprendre. Si les affaires tournent mal, le chef d'unité et ses subordonnés devront être en mesure de

[45] En 2007, 7.000 hommes de 24 PRT étaient en charge des problèmes de 20 millions de ruraux afghans...

[46] Les Britanniques n'ont pas pris les mesures d'incitation politique et économique de nature à détacher au préalable les chefs tribaux de l'influence des Taliban. En outre, la signature des accords a eu un impact psychologique déstabilisant pour le crédit du régime Karzaï (en suscitant des revendications équivalentes dans d'autres provinces également travaillées par la propagande des groupes fondamentalistes armés).

réagir rapidement quitte à réévaluer les séquences de leur plan d'action. Le général Petraeus insiste pour qu'un maximum de tâches puisse être confié à des locaux motivés[47]**.**

Malgré les aptitudes de l'infanterie légère (mobilité, rapidité d'exécution de la mission, capacité d'anticipation par une forte manœuvre de renseignement), David Kilcullen craint que cette dernière ne soit guère adaptées aux nécessités actuelles de la COIN. **Il milite pour la création d'une force alliant capacité opérationnelle et capacité de renseignement, comme cela avait été le cas de *l'Office of Strategic Services*** (OSS)**, l'ancêtre de la CIA, entre 1942 et 1945.**

D'un bout à l'autre du processus contre-insurrectionnel, il convient de ne pas s'aliéner les populations. **Les opérations de police sont un moment particulièrement délicat, pour lesquelles des militaires en situation de stress sont mal préparés**. Il est primordial de toujours respecter l'intimité et les traditions d'habitants sur lesquels on cherche à prendre l'ascendant, et d'accorder un traitement humain aux insurgés capturés. En Afghanistan et en Irak, les bavures américaines (tortures à Abou Grahib, brutalités lors des opérations de ratissage et dommages collatéraux) ont durablement entamé le crédit des forces américaines, révélant de graves problèmes touchant à l'éthique et aux mentalités.

Aux États-Unis, les états-majors de l'armée de Terre et des Marines ont commencé de faire leur *aggiornamento* sur ces questions. Les officiers et sous-officiers américains encore trop peu nombreux qui parviennent à « gagner les cœurs et les esprits » autant qu'ils savent sécuriser une zone d'instabilité, pourraient voir leurs mérites davantage reconnus. Le principal enseignement que le général Petraeus a tiré de son temps de service à la tête de la 101ème Division aéroportée dans le nord de l'Irak, entre 2003 et 2004, est que **le commandant en chef doit personnellement impulser le changement et convaincre ses subordonnés de sortir de l'approche strictement militaire**. Pendant qu'à Falloujah la 82ème Division aéroportée multipliait les maladresses et les actions brutales, ses parachutistes étaient incités à mener à terme l'opération « Démocratie 101 » à Mossoul.

Le nouveau manuel américain de contre-insurrection devrait aider ceux qui n'ont pas été convaincus par les articles de David Kilcullen à « créer des liens » et à investir dans le « capital social ». Cette notion (*social capital*) figure expressément à la fin du *FM 3-24*. Elle est directement empruntée au philosophe et sociologue français Pierre Bourdieu[48]. Pour provoquer une révolution mentale dans la stratégie, ce n'est pas la première fois qu'il est fait appel à des esprits en marge des standards américains : David Galula hier, David Kilcullen et Pierre Bourdieu aujourd'hui ! Le général Petraeus et ses pairs, accusés par certains intellectuels de puiser dans des concepts « européens », ont d'autant plus de mérite à s'impliquer dans les débats actuels.

« Learn and adapt » (« Apprendre et s'adapter »), telle est bien la principale recommandation du général américain, à la fin de son temps de commandement en Irak. Il le répète devant tous les auditoires où, exposant sa vision de la COIN, il propose volontiers une version mise à jour de ses 14 enseignements de 2006.

[47] En intégrant de tels supplétifs, qu'il appelle les « *Sons of Iraq* », il ne fait que mettre en application une recommandation de Lawrence d'Arabie, datée de 1917.

[48] Le capital social est, selon Pierre Bourdieu, une des quatre formes de pouvoir dans la société, les autres étant la coercition, la domination économique et l'autorité. Un individu dispose d'un capital social s'il parvient à ses fins en actionnant des réseaux de sociabilité. Identifier et coopter l'individu ou le groupe d'individus capables de mobiliser un tel pouvoir est précisément la mission du contre-insurgé en opération.

CONCLUSION

Une adaptation nécessaire :

En redécouvrant la pensée française de contre-guérilla en général et les œuvres de Galula en particulier, le général Petraeus a permis l'émergence d'une doctrine américaine mise à l'épreuve des faits en Irak. Il ne s'agit cependant pas d'une simple reprise. **En effet, la pensée de Galula, très marquée par le contexte de la guerre froide, a été adaptée à l'environnement actuel en tenant compte des réalités du moment**.

Le nouveau paradigme du « glocalisme »

La fin de la guerre froide n'a pas entraîné la « fin de l'Histoire » et la paix perpétuelle dont rêvaient certains penseurs. Les guerres civiles et insurrectionnelles font toujours rage dans le Tiers monde (Irak, Somalie ou Afghanistan) dont les zones de non-droit sont autant de sanctuaires pour les insurgés. **En outre, les acteurs ont changé de nature.** Le fondamentalisme jihadiste d'Al Quaïda a pris la place du marxisme du bloc communiste et **certaines insurrections se caractérisent par le « glocalisme[48] ».** En Irak, en Afghanistan et en Tchétchénie, **des acteurs transnationaux** (réseaux islamistes financés par certains mécènes du Golfe) **se greffent sur des insurrections localisées pour établir une relation d'interdépendance.** Ces acteurs transnationaux apportent des fonds, des armes, des volontaires et une notoriété internationale aux insurgés locaux. En retour, les actions et les succès de ces derniers rehaussent le prestige des réseaux transnationaux. Cela marque une rupture entre les insurgés des années 1960 et les composantes jihadistes irréductibles des rébellions actuelles. Les premiers demeuraient très dépendants de l'appui du milieu humain où ils agissaient, les seconds le sont beaucoup moins car ils dépendent d'acteurs extérieurs au théâtre. **Ces nouveaux acteurs à l'identité déterritorialisée[49] peuvent donc poursuivre la lutte par le terrorisme urbain plutôt que par la guérilla, même coupés de la population.**

L'impératif de coalition

L'Amérique ne peut plus faire face seule à la multiplication des foyers insurrectionnels. **L'érosion de sa légitimité et l'étirement maximum de ses capacités militaires l'obligent à former des coalitions internationales.** Or, les États-Unis doivent dorénavant faire plus pour rallier des soutiens que d'affirmer « qui n'est pas avec nous est contre nous ». Ils ont d'autant plus besoin des alliés occidentaux qu'ils font face à une pénurie en effectifs. Par ailleurs, **la France et la Grande Bretagne sont davantage sensibilisées à la nécessité d'une action conjointe entre civils et militaires en raison de leur héritage colonial**. Enfin, la prolifération d'acteurs non-étatiques impliqués dans la contre-insurrection (ONG, ONU, agences internationales, médias, acteurs locaux, etc.) rend chimérique toute idée de commandement unifié. **Il faut parvenir à une unité d'effort ou d'intention au sein de coalitions élargies regroupant des acteurs diversifiés et ne pas s'appuyer exclusivement sur une minorité dont les buts sont incompatibles avec les intérêts d'autres acteurs[50].**

---

[48] Néologisme inspiré de l'anglais, qui désigne du mondial (*global*) greffé sur du local.

[49] Les jihadistes se réfèrent à l'*oumma* ou communauté mondiale des croyants, et à l'âge d'or fantasmé du Califat qui la rassemble sous un même gouvernement.

[50] En l'occurrence, s'appuyer uniquement sur les aspirations autonomistes de la minorité kurde en Irak s'est avéré inefficace.

Internet et la révolution de l'information

La lutte contre-insurrectionnelle moderne doit compter avec Internet et les nouvelles technologies de la communication et de l'information (NTIC). Les réseaux jihadistes ont en effet appris à faire corps avec le réseau internet**. En déplaçant dans un « hinterland virtuel » leurs communications, leurs processus d'entraînement, de formation et d'endoctrinement, leurs transactions financières et la planification de leurs opérations, ils se mettent à l'abri des gouvernements et des contre-insurgés. Les mouvements jihadistes disposent aujourd'hui de véritables sanctuaires électroniques que la contre-insurrection peine à identifier et à combattre.**
Le degré de préparation des contre-insurgés est meilleur quant à l'environnement médiatique dans lequel se déroulent les opérations. Cette dimension a été intégrée à la réflexion stratégique et les pratiques ont évolué depuis la guerre du Viêt-Nam. **Aujourd'hui, les journalistes intégrés (*embedded*) dans les unités de combat illustrent la prise en compte du facteur médiatique par les forces armées.** Cependant, le développement des NTIC affecte également les médias. Il permet notamment de contourner la censure, comme l'illustre le scandale d'Abou Grahib (les photos incriminées avaient été prises grâce à des appareils numériques). Ce contournement s'opère aussi par la multiplication des sources d'information[51].
Les insurgés sont aussi passés maîtres dans l'utilisation du réseau internet pour se projeter sur la scène mondiale. Le *GI* cloitré dans sa *FOB* utilise généralement Internet pour garder le contact avec ses proches restés au pays tout en négligeant de nouer des contacts avec la population locale. À l'inverse, l'insurgé a tendance à mettre en ligne des vidéos d'attaques contre les troupes de la Coalition et des communiqués destinés à un large public. **Tandis que les forces régulières se replient sur elles-mêmes, les insurgés utilisent les NTIC pour accroître leur notoriété internationale[52].** Ce faisant, ils sèment le trouble dans les opinions publiques nationales et sont reconnus par les populations sans avoir à mener de village en village le laborieux travail d'endoctrinement autrefois nécessaire.
À la différence des insurgés des années 1960, qui avaient l'initiative du conflit et visaient la prise du pouvoir, les jihadistes en Afghanistan et en Irak ont prospéré à la suite des interventions militaires dans ces pays, et n'ont pas pour objectif de renverser l'ordre politique dans un avenir proche. Souvent plus riches que la population au sein de laquelle ils opèrent, décentralisés et concurrents entre eux, ces mouvements jihadistes se perpétuent grâce à l'appui de mécènes étrangers, par leur communication et par le chaos qu'ils provoquent.

Les freins culturels

Au-delà des éléments qui poussent à l'adaptation des doctrines de contre-insurrection développées pendant la guerre froide, il existe aux États-Unis plusieurs freins culturels à l'application des grands principes de la contre-insurrection. Ces barrières ont trait aussi bien à la culture militaire nord-américaine qui prône l'éradication de l'adversaire qu'aux valeurs propres aux USA.

[51] D'après Kilcullen, alors qu'un Vietnamien avait potentiellement accès en 1966 à dix sources d'information dont la moitié sous contrôle gouvernemental, un Afghan a accès à 25 médias différents, dont seulement 5 sont sous le contrôle plus ou moins direct du gouvernement.
[52] Les jihadistes ont rapidement compris l'intérêt des médias. Alors qu'ils avaient tenté de limiter au maximum l'action des journalistes en 2001, les Taliban ont au contraire demandé en 2008 à une équipe de *Paris Match* de les interviewer.

La contre-insurrection dans l'imaginaire collectif

La contre-insurrection possède une connotation très négative. La notion de guerre antisubversive à laquelle renvoie la COIN actuelle est indissociable, dans les imaginaires collectifs occidentaux, des pires abus. Tantôt associée aux « sales guerres » du Viêt-Nam et d'Algérie (avec en filigrane la question de la torture), tantôt à la colonisation et à un paternalisme condescendant, elle est dénigrée par certains penseurs qui considèrent que seule une approche coercitive est à même de produire des résultats face à des populations « arriérées » et rétives aux lumières de la civilisation occidentale[53]. En outre, la contre-insurrection semble également extrêmement hasardeuse. Après l'échec du Viêt-Nam, **les États-Unis avaient retourné cette pratique contre l'URSS et sont devenus les soutiens d'insurrections anticommunistes ou « combattants de la Liberté » dans le Tiers monde.**



Une petite fille vietnamienne brûlée au napalm fuit son village. Ce cliché a fait le tour du monde et est aujourd'hui emblématique de la guerre du Viêtnam. Crédits : Huynh Cong (Nick)

La notion d'Axe du Mal

Inspirée par certains cercles intellectuels gravitant autour de la première administration Bush, cette notion a grandement diminué l'efficacité des efforts américains pour réduire les insurgés en Irak et en Afghanistan. **Face aux difficultés rencontrées, cette doctrine a été abandonnée pour une approche plus pragmatique[54].**

La notion d'« Axe du Mal » exclut de fait toute possibilité de négocier avec l'adversaire, qui ne peut dès lors qu'être anéanti. Cette conception manichéenne est à l'origine de nombreuses bévues. En Afghanistan, la ligne adoptée, qui faisait des Talibans et des jihadistes internationaux un ensemble homogène a renforcé les liens entre ces derniers, alors qu'il aurait été plus efficace de les fragmenter. En Irak, la politique de débaassification conduite par Paul Bremer a poussé les Sunnites (dont d'anciens membres de l'administration et des services de sécurité) dans le camp insurgé. La politique du général Petraeus vise au contraire à dissocier par une politique de réconciliation nationale et de ralliement ces éléments « réconciliables » du noyau dur des insurgés.

L'illusion technologique

La guerre du Golfe de 1991 a consacré la « révolution dans les affaires militaires » comme le nouveau dogme de la communauté militaire américaine. Les parlementaires américains, séduits par le concept du « zéro mort » et de la « guerre propre », se sont tournés vers les solutions technologiques du complexe militaro-industriel pour conduire des guerres peu coûteuses en vies humaines et donc politiquement. **La guerre technologique a logiquement été mise en avant lors du début de la « guerre contre la terreur ». Cependant, les limites de la technologie face à l'asymétrie sont rapidement apparues.** L'imposante machine de guerre américaine n'a pas porté dans les rangs ennemis le choc et l'effroi à l'échelle escomptée. Elle a cependant provoqué de nombreux dégâts collatéraux et le retournement d'une partie de la population en faveur des insurgés. De plus, l'ennemi asymétrique contourne les atouts des armes modernes (capacités de détection et de traitement à longue

---

[53] Edward N. Luttwak, *Dean end: Counterinsurgency as a military malpractice,* Harper's Magazine, février 2007.

[54] Voir annexe 2 : l'évolution des concepts stratégiques américains

distance) en privilégiant les engagements au contact. **Il met ainsi en échec l'approche américaine du tout-technologique.**

Le manque de volonté ou l'impératif du « zéro mort »

Faute de pouvoir vaincre une armée conventionnelle lors d'une bataille rangée, l'insurgé doit user la détermination de l'adversaire pour que celui-ci se retire. Pour cela, il compte sur sa capacité à infliger à l'ennemi des pertes constantes dans la durée, en espérant que l'accumulation des morts et des blessés finisse par lasser le contre-insurgé. Les combattants jihadistes ont bien compris le profit qu'ils peuvent tirer de l'aversion pour le sang des opinions publiques occidentales en ciblant en priorité les contingents des « maillons faibles » de la coalition. Ils espèrent pousser ces gouvernements à retirer leurs forces. Cependant, aucun de ces pays n'a encore procédé à un retrait complet d'Afghanistan. De plus, l'opinion américaine, marquée par les attentats du 11 septembre 2001, est aujourd'hui mieux préparée que par le passé à accepter les pertes et à fournir un effort militaire conséquent dans la durée.



Cercueils de soldats américains tombés en Irak
Source : www.guardian.co.uk

Même si les pertes continues n'ont jusqu'alors pas provoqué de retrait d'Irak ou d'Afghanistan, les bavures affaiblissent le soutien de l'opinion aux opérations de contre-insurrection. Les dégâts collatéraux accroissent à la fois le ressentiment des populations locales et perturbent profondément les opinions publiques occidentales, comme l'illustrent les sévices sexuels à Abou Grahib ou les photographies macabres de soldats allemands en Afghanistan. **La presse occidentale, à l'affut de « scoops », tend par ailleurs à traiter davantage les exactions des troupes occidentales que leurs réalisations, nettement moins spectaculaires.** Conflit extrêmement éprouvant, la guerre irrégulière ne va pas sans son cortège d'exactions commises par des soldats à bout de nerfs. Elle est en effet, selon le général Petraeus, « la guerre d'un homme pensant », et exige une bonne connaissance du terrain humain, d'où l'importance de l'aguerrissement culturel.

Cet obstacle est cependant moins prégnant pour des États tels que la Russie, l'Indonésie et la Turquie, pour qui le poids de l'opinion publique nationale et internationale est moindre. **En conséquence, ils disposent d'une plus grande marge de manœuvre pour user de méthodes autrement plus brutales et meurtrières que celles en vigueur dans les armées occidentales.**

De telles méthodes ne sont cependant pas viables à long terme. C'est davantage dans l'engagement rapproché et le respect des fondamentaux de la COIN que les forces américaines en Irak et en Afghanistan, aujourd'hui enfermées dans leurs *compounds* surprotégés et peu



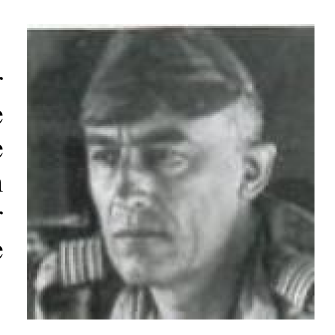
« Un marine a tué des combattants taleb, a été blessé, et mené ses hommes en sécurité. Il a reçu la Navy Cross. Personne ? Okay. Massacre de civils présu… ».

formées au contact avec les populations, mèneront une campagne de contre-insurrection réussie.
Aujourd'hui comme hier, la clé de la victoire dans un conflit asymétrique réside dans la détermination politique à mener une telle guerre à son terme, la faculté d'adaptation des forces et de leur mentalité, mais aussi la foi en la victoire et en la justesse de sa cause.

ANNEXES

Annexe 1 – Des penseurs originaux de la contre-insurrection

➢ Le colonel Roger Trinquier



Né dans les Alpes en 1908, Roger Trinquier devient en 1928 élève-officier de réserve. À sa sortie, il effectue son service militaire à la tête d'une section de tirailleurs sénégalais à Fréjus. Roger Trinquier intègre ensuite l'École des Officiers d'Active de Saint-Maixent et en sort sous-lieutenant en 1933. Affecté au 4ème RTS à Toulon, il embarque finalement en 1934 pour l'Indochine, d'où il ne revient qu'en 1955, après avoir participé à la guerre d'Indochine.

Son expérience indochinoise le sensibilise à ce qu'il appellera plus tard la « guerre moderne » ou « guerre révolutionnaire ». Après un passage par l'État-major du général Gilles, commandant des troupes aéroportées, il est envoyé en Algérie en août 1956. **Il participe à la Bataille d'Alger** sous les ordres du général Massu, commandant la 10ème division parachutiste. **Il est d'ailleurs à l'origine du « dispositif de protection urbaine » (D.P.U.)**. Membre du Comité de Salut Public d'Alger du 13 mai au 11 juin 1958, il en démissionne pour rejoindre son régiment dans le sud de la Kabylie, où il capture le commandant Azzedine du F.L.N. **Il participe au Plan Challe en Oranie et dans l'Ouarsenis** dans la première moitié de l'année 1959, puis rejoint le Constantinois en juillet de la même année. Rappelé en métropole en 1960, il meurt accidentellement en 1985.

Le principal ouvrage de Trinquier reste *La Guerre Moderne*, dans lequel il expose sa vision de la guerre antisubversive. Conscient de l'importance de la population et du renseignement dans les conflits asymétriques, **Trinquier, contrairement à Galula, reste très marqué dans sa réflexion par la guerre d'Algérie, et prône une approche essentiellement coercitive et sécuritaire de la contre-insurrection.**

➢ Le lieutenant-colonel David Galula



Né en 1919 en Tunisie et élevé au Maroc, David Galula obtient son baccalauréat à Casablanca et intègre Saint-Cyr en 1940. Pendant la Seconde Guerre mondiale, il combat avec les troupes de l'Infanterie Coloniale en Afrique du Nord, en Italie, en France et en Allemagne. Il est nommé attaché militaire adjoint à Pékin en 1945. **Entre 1945 et 1948, il assiste aux combats opposant les maoïstes au Guomindang, et se familiarise avec les concepts de la guerre révolutionnaire, sous leurs diverses formes de terreur politique et de guérilla.**

Devenu observateur au sein de la Commission spéciale des Nations-Unies pour les Balkans, il assiste aux soubresauts de la guerre civile qui éclate entre communistes et royalistes grecs. Son affectation suivante comme attaché militaire à Hong Kong lui donne l'opportunité de s'intéresser aux problèmes posés par les trois insurrections d'obédience communiste qui agitent l'Asie du Sud-est au début des années 1950 : en Indochine (contre la présence coloniale française), en Malaisie (contre les Britanniques), et aux Philippines (révolte des paysans Huks contre le président Magsaysay).

En février 1956, David Galula rentre en France et demande à servir en Algérie. Capitaine, il est affecté en Kabylie à la tête d'une compagnie du 41ème bataillon d'infanterie coloniale. Il participe aux opérations de pacification contre le Front de Libération Nationale et, malgré les frustrations, ne cesse de nourrir sa réflexion sur le sujet. Invité du 16 au 20 avril 1962 à un symposium de la RAND Corporation, il impressionne tellement son auditoire américain que ce dernier lui suggère de consigner son expérience par écrit. Il en tire la matière de *Pacification in Algeria, 1956-1958*, publié en anglais chez Praeger en 1963.

Ce texte sert de matrice à son maître-ouvrage *Counterinsurgency Warfare, Theory and Practice*, publié chez Greenwood Press dès l'année suivante (1964) avec le soutien du Center for International Affairs de l'Université de Harvard. Il y définit l'essence de la guerre révolutionnaire, les conditions d'une insurrection armée réussie et la doctrine politico-militaire en huit étapes qu'il juge la plus appropriée pour y répondre. Le lieutenant-colonel Galula intègre peu après le cadre de réserve et meurt en 1967.

- **Le lieutenant-colonel David Kilcullen**



Né en 1967 de parents universitaires marqués à gauche, David Kilcullen est admis comme cadet à l'Académie militaire australienne de Duntroon. **Capitaine, il s'intéresse au mouvement indonésien Dar-ul-Islam et à son démantèlement**[55] à l'occasion d'un stage d'immersion linguistique à Java, en 1993 : **il en fait le thème de sa thèse d'anthropologie politique** à l'Université de Nouvelles-Galles du Sud, en 2001. Il commande une compagnie d'infanterie de la force des Nations-Unies qui accompagne l'indépendance de Timor en 2002.

En 2004, David Kilcullen est chargé par le gouvernement australien d'étudier précisément les déclarations d'Oussama Ben Laden et des chefs d'Al Qaïda. Il découvre que leur propagande emprunte certains éléments de contestation de la politique américaine au discours altermondialiste ou environnementaliste (tel le refus de l'administration Bush de considérer le réchauffement de la planète), qui apparentent leur discours de mobilisation à une « stratégie globale » de l'information. Il s'intéresse au passé et aux motivations des pirates de l'air impliqués dans les attentats du 11 septembre 2001. **Il en retire la conviction que des éléments de désocialisation** (et de resocialisation) **liés à la fragilité psychologique et au réseau relationnel** (famille, amis, associations) **constituent, pour le passage à l'acte des terroristes, des ressorts autrement plus puissants que la seule adhésion aux préceptes du salafisme**.

Ses idées originales le font repérer cette même année par Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la Défense de l'Administration Bush[56], qui sollicite son aide pour rédiger la section consacrée aux conflits irréguliers de l'édition de juillet 2005 de la *Quadrennial Defense Review* du Pentagone. À

[55] Mouvement d'oulémas radicalisés, précurseur de la Jemaah Islamiyah, dont l'insurrection, moins médiatisée que celle des communistes malais ou indonésiens, fut défaite entre 1948 et 1962.

[56] Ancien Ambassadeur des États-Unis en Indonésie de 1986 à 1989, Paul Wolfowitz, est particulièrement qualifié pour apprécier l'intérêt des travaux de David Kilcullen sur l'insurrection islamiste javanaise.

l'opposé de l'approche (fondée sur la projection massive de forces, supérieures par la capacité de frappe et l'avance technologique) qui prévalait avec l'équipe de Donald Rumsfeld démissionnaire en novembre 2006, il en profite pour imposer les notions de « guerre longue » et de « guerre non conventionnelle ». Dans ces types d'affrontements, il est primordial que les forces armées tissent des liens avec la population civile.

Lors d'une conférence sur la défense dans le Vermont en 2005, une rencontre avec Henry Crumpton qui fut le coordinateur des opérations clandestines de la CIA en Afghanistan en 2001, avant d'être celui du contre-terrorisme auprès de Condoleezza Rice, est décisive. Elle lui procure un bureau de « *Chief Strategist* » au Département d'État d'où il peut tout à loisir impulser des réflexions sur le contre-terrorisme et la contre-insurrection.

Dès 2005, David Kilcullen reprend à son compte, dans un article remarqué du *Journal of Strategic Studies*, le concept de « contre-insurrection globale », qu'il entend voir substituer à celui de « guerre contre la terreur ». Soucieux de coller aux réalités du terrain, il destine aux jeunes officiers envoyés sur les fronts d'Afghanistan et d'Irak un vade-mecum en 28 articles (*Twenty-Eight Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency*), que ces derniers reçoivent par courrier électronique et lisent avidement. Lui-même se rend sur ces deux théâtres à l'invitation des états-majors. Réserviste détaché, il devient au mois de février 2007 le conseiller attitré du Haut Commandement américain à Bagdad.

- **Le général David Howell Petraeus**

Né le 7 novembre 1952 dans l'État de New York, David Howell Petraeus est le fils d'un capitaine de la marine néerlandaise dont la famille a fui les Pays-Bas pour l'Amérique au début de la Seconde Guerre mondiale.



Il intègre en 1970 l'Académie militaire de West Point. Il sort dixième de sa promotion en 1974. En 1983, il remporte la médaille du meilleur officier du *Command and General Staff College*[57]. **En 1987, David Petraeus décroche avec brio un doctorat en relations internationales avec une thèse sur les leçons du Viêt-Nam pour l'armée américaine, à l'Université de Princeton.**

Par la suite, il sert en Bosnie comme adjoint du chef d'état-major (pour les opérations) de la Force de stabilisation de l'OTAN. Sportif et parachutiste hors pair, il réchappe de deux accidents graves en 1991 (blessé d'une balle de M-16 lors d'un entraînement) et en 2000 (à l'occasion d'un saut à haute altitude). Sa carrière se poursuit dans l'enseignement militaire supérieur : il commande en second (pour l'interarmes) *l'US Army Training and Doctrine Command* (TRADOC), avant de prendre la tête du *Command and General Staff College* où il avait excellé précédemment.

En 2003, David Petraeus participe à l'Opération *Iraqi Freedom* à la tête de la prestigieuse 101[ème] Division aéroportée (jusqu'en février 2004). Il s'empare avec de la région chiite de Nadjaf, Kerbala et

[57]Cours supérieur d'état-major.

Hilla. **Il prend le commandement en chef de la zone Nord et parvient à stabiliser la région de Mossoul, s'attirant le respect des élites sunnites, chiites et kurdes.**

Il retourne en Irak entre avril et mai 2004 pour évaluer les forces irakiennes de sécurité avant de se voir confier la responsabilité du *Multi-National Security Transition Command*, puis de la *NATO Training Mission* chargés d'entraîner et d'équiper la nouvelle armée irakienne. **Convaincu de la nécessité de concilier action politico-administrative et action militaire, il ébauche une doctrine novatrice de contre-insurrection qu'il s'efforce de faire appliquer par ses unités de terrain, sous l'intitulé générique de « Démocratie 101 ».**

En octobre 2005, celui que la presse américaine appelle « l'anti-Rambo » ou « le Réparateur », et auquel les néoconservateurs reprochent « sa stratégie d'apaisement », est nommé chef du Centre d'études interarmes (Combined Arms Center) de Fort Leavenworth, au Kansas. **Il y supervise la rédaction d'un Manuel de contre-insurrection commun à l'armée de Terre et aux Marines, qui intègre les grandes idées de David Galula.**

Le 1er janvier 2006, la *Military Review* fait paraître, en 14 points, son retour d'expérience de l'Irak (*Learning Counter-Insurgency: Observations from Soldiering in Irak*) qui marque une étape décisive dans la prise en compte de la doctrine aux États-Unis. En février 2007, le président George W. Bush nomme David Petraeus, « un grand soldat, déterminé et visionnaire », commandant en chef des troupes américaines en Irak. Aussitôt, le *Lieutenant-General* Petraeus appelle à ses côtés le réserviste australien David Kilcullen pour le conseiller en matière de lutte antisubversive. **À compter du mois de juin 2007, la montée en puissance (« *Surge strategy* ») du contingent et une COIN adaptée permettent au général Petraeus de contenir l'insurrection et de rallier certaines milices sunnites.**

Annexe 2 – L'inflexion des concept stratégiques américains de 2001 à 2008, suite aux leçons de l'Afghanistan et de l'Irak

1. L'ERADICATION DU MAL PAR LA FORCE (2001)

Les stratèges américains abordent les défis du deuxième millénaire avec deux concepts hérités de la première guerre du Golfe (1991). Le conflit avait été mis en scène comme une guerre sophistiquée d'un nouveau type : la « révolution dans les affaires militaires » (qui était au cœur de la *Quadrennial Defense Review* de 1997) et la « transformation » des forces (idée portée par le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et présente dans la *Quadrennial Defense Review* de 2001). **L'accent est mis sur la puissance de destruction, la réduction de la faillibilité humaine, l'abaissement des temps de réaction, la supervision électronique du champ de bataille, etc**. L'opération *Enduring Freedom (*Liberté immuable*)* déclenchée en Afghanistan contre les Taliban et Al Qaïda après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, vise à éradiquer le mal par la frappe et l'intimidation (« *shock and awe* »).

2. LA GUERRE GLOBALE CONTRE LA TERREUR (2002-2003)

Le 29 janvier 2002, George W. Bush fait son discours sur « l'Axe du mal », dans lequel il stigmatise l'Irak, l'Iran et la Corée du Nord. La « stratégie de sécurité nationale » (National Security Strategy, NSS) de septembre 2002 est le premier texte officiel qui envisage la « guerre mondiale contre le terrorisme » (Global War On Terror, GWOT) comme un enjeu global. **La NSS insiste sur l'idée que, pour l'Administration Bush, les périls viennent de la conjonction entre terrorisme, armes de destruction massive et États « faillis »** : *« L'Amérique est désormais moins menacée par les États conquérants que par les États en faillite ».* L'opinion américaine et internationale est conditionnée dans la perspective de l'invasion de l'Irak, au printemps 2003. L'armée américaine mise toujours sur sa puissance de frappe. L'Administration Bush a l'ambitieux projet de remodeler le Moyen-Orient.

3. LES PREMIERES INTERROGATIONS (2004-2005)

Les concepts de « transformation » et de « guerre mondiale contre le terrorisme » sont rendus caducs par l'enfoncement de l'Afghanistan et de l'Irak dans la crise. En 2004, une directive (*National Security Presidential Directive 44*) crée au Département d'État un bureau (Office of the Coordinator for Reconstruction and Stabilization), que l'absence de moyens et l'inertie paralysent. Le Département de la Défense adopte le 28 novembre 2005 la directive *DoD 3000.05* « sur les opérations de stabilisation, sécurisation, transition et reconstruction », qui entérine l'évolution constatée depuis 2003 : les missions de stabilisation sont élevées au rang de priorité des missions de combat. **Au milieu de ces interrogations, la RAND Corporation inaugure la réhabilitation des théories de la contre-insurrection aux États-Unis.**

4. LA GUERRE LONGUE (2005)

La troisième *Qadrennial Defense Review* ou *QDR 2005*, rendue publique au début de l'année 2006 et dont David Kilcullen fut chargé de rédiger la partie consacrée aux conflits irréguliers, s'inscrit dans le cadre stratégique d'une « guerre longue », qui remplace le concept de GWOT. Les « alliés » de la « guerre longue » sont des locaux, comme en Afghanistan (les États-Unis se

désengageant de fait du continent européen). La *QDR 2005* prévoit de renforcer les capacités interarmées pour permettre aux États-Unis de mener deux guerres longues simultanément sur deux théâtres d'opération. **Les crédits sont réorientés vers l'adaptation à la contre-insurrection, la lutte contre les réseaux terroristes** (augmentation des moyens en renseignement humain, avec 33% d'effectifs supplémentaires pour les opérations spéciales et 33% pour les opérations de guerre psychologique) **et le** *nation building*. Défendre le territoire américain, empêcher l'acquisition ou l'utilisation d'armes de destruction massive, mais aussi influencer les choix de pays se trouvant à des carrefours stratégiques, figurent au centre des priorités.

5. LE RETOUR DE LA POLITIQUE ET DE LA DIPLOMATIE (DEBUT 2006)

Le 18 janvier 2006, Condoleezza Rice inaugure, devant les étudiants du Collège diplomatique (School of Foreign Service) de Georgetown University, le concept de « diplomatie transformationnelle », qui vise à adapter la diplomatie américaine afin qu'elle soit en mesure de refaçonner le système international. Il s'agit de transformer les États faillis, fragiles ou divisés, en États démocratiques ou, à défaut, mieux gouvernés. Le lien est fait avec les inflexions de doctrine en cours au Pentagone.

6. L'OPTION DE LA CONTRE-INSURRECTION GLOBALE (FIN 2006-DEBUT 2007)

Les leçons tirées des expériences afghane et irakienne sont intégrées dans le travail quotidien des états-majors. Une révision de stratégie, précédée de consultations avec les officiers américains qui se sont le mieux illustrés en Irak, est entérinée à l'automne 2006. Les conclusions du panel, encore tenues secrètes, sont présentées au président Bush, le 13 décembre 2006. Elles déboucheront sur le nouveau Plan de sécurité pour Bagdad. David Petraeus, qui a expérimenté les méthodes de la guerre antisubversive, a pris une part déterminante dans cet exercice, ainsi que dans l'élaboration du nouveau Manuel de contre-insurrection commun à l'armée de Terre et aux Marines ou *FM 3-24*. Le jihadisme est appréhendé comme une insurrection globale. Clé de voûte de la révision de stratégie, la « contre-insurrection globale » qui lui est opposée devient, en 2007, la nouvelle doctrine opérationnelle. David Petraeus, nommé Commandant en chef des troupes américaines en Irak, est chargé de décliner les principes fondamentaux de cette doctrine au travers du « Surge ». **La « doctrine Petraeus » devient, en 2008, une référence pour la communauté des penseurs militaires. Son inspirateur est nommé à la tête du CENTCOM, à compter du 31 octobre 2008.**

BIBLIOGRAPHIE

Textes de référence sur la subversion, la guérilla, l'insurrection et la contre-insurrection :

- Barnett, Roger :
Asymetrical Warfare (Washington DC, 2002)

- Beaufre, André :
La guerre révolutionnaire : les forces nouvelles de la guerre (Fayard, 1972)

- Beckett, Ian :
The Roots of Counter-insurgency (Blanford Press, 1988)
Encyclopedia of Guerilla Warfare (ABC Clio, 2000)
Modern Insurgencies and Counter-Insurgencies: Guerillas and their Opponents since 1750 (Routledge, 2001)

- Caldwell, Charles E. :
Small Wars, their Principles and Practice (1896 / rééd. University of Nebraska Press 1996)

- Chaliand, Gérard :
Stratégies de la guérilla. De la longue marche à nos jours (Payot, 1979 / rééd. 1994)
Terrorismes et guérillas (Flammarion, 1984)
Anthologie mondiale de la stratégie. Des origines au nucléaire (Robert Laffont, 1990)
Stratégies du terrorisme (Desclée de Brouwer, 1999 / rééd. 2002)
Guérillas. Du Vietnam à l'Irak (Hachette, 2008)
Les guerres irrégulières. Guérillas et terrorismes (XXème-XXIème siècle) (Gallimard, 2008)
Le nouvel art de la guerre (L'Archipel, 2008)

- Galula, David :
Pacification in Algeria, 1956-1958 (Praeger, 1963 / rééd. Rand, 2006)
Counterinusrgency Warfare, Theory and Practice
(Greenwood Press, 1964 / rééd. Hailer Publishing, 2005)
Contre-insurrection. Théorie et pratique (Economica, 2008)

- Galvin, John R. :
Uncomfortable Wars: Towards a New paradigm (in *Parameters*, 1986)

- Hammes, Thomas X. :
The Sling and the Stone: On War in the 21st Century (Zenith Press, 2004)

- Hoffer, Eric **:**
The True Believer. Thoughts on the Nature of Mass Movements (Harper, 1951 / rééd. 2002)

- Hoffman Bruce
Inside Terrorism (Columbia University Press, 1998 / rééd. 2006)
La mécanique terroriste (Calmann-Lévy, 2000)
From the War on Terror to Global Counter-Insurgency (in *Current History*, 2006)

- Hunt, Richard A. :
Pacification, the American Struggle for Vietnam's Hearts and Minds
(Westview Press, 1998)

- Kilcullen, David :
Twenty-Eignt Articles: Fundamentals of Company-Level Counterinsurgency
(in *Military Review*, 2006)
Counterinsurgency Redux (in *Survival*, 2006)

- Kitson, Frank :
Low-Intensity Operations, Subversion, Insurgency and Peace Keeping
(Faber and Faber, 1971)

- Lawrence, Thomas E.:
The Twenty-Seven Articles (in *Arab Bulletin*, 1917)
Guerilla in the Desert (1920)
Guérilla dans le désert (Complexe, 1992)
The Seven Pillars of Wisdom (Bernard Shaw, 1926)

- Luttwak, Edward N. :
Dead End: Counter-Insurgency as a Military Malpractice (in *Harper's Magazine*, 2007)

- McCuen, John :
The Art of Counterrevolutionary War (Faber and Faber, 1966)

- Paget, Julian :
Counter Insurgency Campaining (Faber and Faber, 1963)

- Robin, Marie-Monique :
Escadrons de la Mort, l'école française (La Découverte, 2004)

- Selznik, Philip :
The Organizational Weapon: A Study of Bolshevik Strategy and Tactics
(McGraw Hill, 1952)

- Smith, Sir Rupert :
The Utility of Force. The Art of War in the Modern World (Allen Lane, 2005)
L'utilité de la force. Le nouvel art de la guerre (Economica, 2008)

- Thompson, Robert :
Revolutionary War in World Strategy (1945-1969) (Chatto and Windus, 1970)

- Trinquier, Roger :
La guerre moderne (La Table ronde, 1961 / rééd. Economica, 2008)
Modern Warfare, a French View of Counterinsurgency (Rand, 1964 / rééd. 2005)
Guerre. Subversion. Révolution (Robert Laffont, 1968)

- Wolf Jr., Charles :
Insurgency and Counter Insurgency: New Myths and Old Realities (Rand, 1965)

Textes de référence sur l'Amérique en guerre, le terrorisme islamique, l'Afghanistan et l'Irak :

- ***Counterinsurgency*** (FM 3-24) (Headquarter, Department of the US Army, 2006)

- Chaliand, Gérard :
L'Amérique en guerre. Irak, Afghanistan (Editions du Rocher, 2007)

- Cordesman, Anthony :
The Irak War: Strategy, Tactics and Military Lessons (CSIS, 2006)

- Crews, Robert D. et Tarzi, Amin :
The Taliban and the Crisis of Afghanistan (Harvard University Press, 2008)

- Dorronsoro, Gilles :
La révolution afghane, du communisme aux Taleban (Karthala, 2000)

- Filiu, Jean-Pierre :
Les frontières du jihad (Fayard, 2006)

- Fukuyama, Francis :
After the Neocons. America at the Crossroads (Profile Books, 2006 / rééd. 2007)

- Fumaroli, Sébastien :
Tempête sous un crâne. L'Amérique en guerre (2003-2006) (Editions de Fallois, 2007)

- Galbraith, Peter W. :
The End of Irak (Simon and Schuster, 2006)

- Giustozzi, Antonio :
Koran, Kalashnikov and Laptop. The Neo-Taliban Insurgency in Afghanistan
(Hurst, 2007)

- De la Grange Arnaud et Balencie, Jean-Marc :
Les Guerres bâtardes. Comment l'Occident perd les batailles du XXIème siècle
(Perrin, 2008)

- Hashim, Ahmed S. :
Insurgency and Counter-Insurgency in Irak (Hurst, 2006)

- Hassner, Pierre et Vaïsse, Justin :
Washington et le monde. Dilemmes d'une superpuissance (CERI, Autrement, 2003)

- Johnson, Chris et Leslie, Jolyon :
Afghanistan. The Mirage of Peace (Zed Books, 2004)

- Kepel, Gilles :
Jihad. Expansion et déclin de l'islamisme (Gallimard, 2003)
Fitna. Guerre au cœur de l'islam (Gallimard, 2004)
Terreur et martyre. Relever le défi de civilisation (Flammarion, 2008)

- Khosrokhavar, Farhad :
Les nouveaux martyrs d'Allah (Flammarion, 2002)

- Metz, Steven :
Learning from Irak, Counterinsurgency in American Strategy
(Strategic Institute, Carlisle PA, 2007)

- Murray, Williamson et Scales, Robert H. :
The Irak War, A Military History (Belknap Press, 2005)

- Petraeus, David H. :
Learning Counter-Insurgency: Observations from Soldiering in Irak
(in *Military Review*, 2006)

- Rashid, Ahmed :
Taliban. Islam, Oil and the New Great Game in Central Asia (IB Tauris, 2000)
L'ombre des Taliban (Autrement, 2001)

- Ricks, Thomas E. :
Fiasco, the American Military Adventure in Irak (Penguin, 2006)

- Rid, Thomas :
War and Media Operations, The US Military and the Press from Vietnam to Irak
(Routledge, 2007)

- Roy, Olivier :
L'échec de l'islam politique (Seuil, 1992)
Généalogie de l'islamisme (Hachette, 2002)
L'islam mondialisé (Seuil, 2002)
Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme (Seuil, 2002)
Le croissant et le chaos (Hachette, 2007)

- Sageman, Marc :
Understanding Terror Networks (University of Pennsylvania Press, 2004)
Le vrai visage des terroristes. Psychologie et sociologie des acteurs du jihad (Denoël, 2005)

- Thomas, Dominique :
Les hommes d'Al-Qaïda. Discours et stratégies (Michalon, 2005)

Autres sources :

- *The Military Review*, revue théorique du Combined Arms Center de Fort Leavenworth

- *The CTC Sentinel*, revue du Combating Terrorism Center du Département des Sciences sociales de l'Académie militaire de West Point

- *The Small Wars Journal*, journal électronique spécialisé

- Entretiens de l'auteur avec Gérard Chaliand et Olivier Roy (2007-2008)

- *Contre-insurrection ou stabilisation. Quelles leçons du passé pour aujourd'hui* ? Conférence de Gérard Chaliand à l'Institut Français des Relations Internationales (IFRI), à Paris, le 13 mars 2008

- *Presentation to the Joint Staff College :* Conférence du général David Petraeus devant le Collège Interarmées de Défense (CID), à Paris, le 25 septembre 2008

Mise en page du Cahier de la recherche doctrinale
au CDEF/DAD/Section Publications par **Mme Christine VILLEY**

Traduction : LCL (CR) Bruno GUYOT de SAINT MICHEL

Révision de la traduction : LCL (R) Donatien LEBASTARD

Impression : Imprimerie BIALEC - 95 Boulevard d'Austrasie - BP 10423 - 54001 NANCY CEDEX



CDEF **C**entre de **D**octrine d'**E**mploi des **F**orces

Par les forces, pour les forces

Cahier de la Recherche
7 mai 2009